Assemblée générale annuelle

30 avril 2014

RAPPORT ANNUEL 2013

SALLE COMMUNAUTAIRE
Hôtel de ville du Canton de Westbury
168, route 112
Westbury

TABLE DES MATIÈRES

1. Rap	pport d'activité	1
1.1	Mot de la présidente	
1.2	1.2.1 Assemblée générale annuelle 2013	
	1.2.2 Réunions du conseil d'administration	
	1.2.3 Mise à jour du PALÉE 2007-2014	3
1.3	•	4
1.4	Service aux entreprises	.12
2. Rap	pport administratif	26
2.1	Conseil d'administration sortant 2013-2014	26
2.2		
2.3		
2.4	Équipe du CLD	29
3. Rap	pport financier	30
3.1	États financiers vérifiés au 31 décembre 2013	. 30
4. Rev	vue de presse 2013	48

1. Rapport d'activité

1.1 Mot de la présidente

Le Centre local de développement (CLD) du Haut-Saint-François a pour mission de mobiliser l'ensemble des acteurs locaux dans une démarche de développement commune tournée vers l'action, et ce en vue de favoriser le développement de l'économie locale et la création d'emplois sur notre territoire. En prenant connaissance du bilan de l'année 2013 de notre CLD, vous pourrez constater que nous avons été non seulement dynamiques, mais que les résultats ont été au rendez-vous.

Je vous rappelle que nos actions sont guidées par le PALÉE, soit le Plan d'action local pour l'économie et l'emploi. Dans le cadre de ce plan, nos objectifs principaux sont le développement démographique de notre territoire, par la rurbanisation, ainsi que la création d'emplois aux conditions attrayantes. Notre plan vise aussi à collaborer activement aux projets visant l'amélioration des compétences scolaires au sein de notre population. Ce plan visait la période de 2007 à 2014, et nous reviendrons plus tard dans cette assemblée sur le bilan de ces sept dernières années, ainsi que sur le processus que vous propose votre conseil d'administration pour élaborer notre prochain plan d'action.

En ce qui a trait aux projets du plan d'action, nous avons participé à plus de 48 projets de toutes envergures, parfois comme collaborateur, ou encore comme porteur. Par exemple, notre comité de rurbanisation a encore été très actif en 2013; l'ajout d'une carte interactive sur le site haut-saint-francois.qc.ca, la construction de la résidence pour personnes retraitées à La Patrie, les Dimanches culturels en famille à Dudswell, Lingwick et Weedon, le spectacle « CréaSon » qui a permis aux élèves du primaire et du secondaire de notre MRC d'assister à un spectacle professionnel, original et inspirant, la nouvelle exposition du Musée Eaton Corner sur le Chemin des Cantons, le prolongement de la Route des Sommets et le rapprochement avec la thématique du ciel étoilé et l'ajout du service sur réservation et des services spécialisés par le transport collectif ne sont que quelques exemples tirés du plan d'action de la rurbanisation. Tout cela sans compter la poursuite de nouvelles phases de projets, comme la piste multifonctionnelle du Parc du marécage des Scots.

Du côté des services aux entreprises, nous avons eu une de nos années « record », avec 37 projets d'entreprises réalisés et la création de 105 nouveaux emplois, auxquels s'ajoutent 199 emplois sauvegardés. Du côté de l'aide financière, le CLD a accordé des subventions non remboursables pour un montant de 92 000 \$, ainsi que du financement traditionnel pour près de 450 000 \$, le tout investi dans des entreprises d'ici, pour les gens d'ici.

En appui à l'activité économique, le CLD accompagne plusieurs projets qui ont connu des avancées notables en 2013 : développement d'un créneau industriel et des vols réguliers à l'Aéroport de Sherbrooke, études préparatoires au centre de tri et à l'éco-parc de Valoris, Propulsez votre entreprise vers le Haut, les journées « Agro-Culture » de Weedon, pour n'en citer que quelques-uns. Un élément important a été la fermeture du Fonds de soutien aux territoires en difficulté (FSTD). Le bilan de tous les projets est en cours et un suivi sera assuré pour ceux au meilleur potentiel et qui cadreront dans le prochain PALÉE.

Notre CLD a continué son implication dans la gestion du Pacte rural et la coordination de la stratégie de mobilisation, d'appropriation et de développement local. Notre agent rural, Jerry Espada, a été nommé « agent rural de l'année 2013 » dans le cadre des Grands prix de la ruralité du Québec. Nous en sommes très fiers et c'est pleinement mérité, puisqu'il a été l'instigateur de notre stratégie unique et performante.

Finalement, au niveau administratif, nous avons pu compter sur l'implication de nombreux représentants du milieu, non seulement au sein de notre conseil d'administration, mais aussi sur nos comités d'investissement, de diversification et de rurbanisation. Plusieurs des projets que nous accompagnons sont dirigés par des bénévoles impliqués. Nous tenons à remercier personnellement ces personnes de leur implication dans le développement économique local. De plus, j'aimerais souligner le travail acharné et dévoué des ressources humaines du CLD qui permettent à tous ces projets de progresser.

L'année 2014, étant la dernière de notre plan d'action débuté en 2007, nous sommes maintenant à l'étape de réflexion et de consultation pour rédiger notre prochain PALÉE. Au cours de ce processus, tous les membres et partenaires seront invités à soumettre leurs idées de projet, en les associant si nécessaire, pour optimiser leurs retombées sur l'économie et l'emploi, à un poumon de développement ou une stratégie globale intégrée. Je suis certaine que je viens de piquer votre curiosité. Nous vous invitons donc à collaborer à cette réflexion et mettre tous les efforts nécessaires pour amener nos concitoyens à une meilleure qualité de vie avec le prochain PALÉE 2015-2022.

1.2 Activités du conseil d'administration

Cette section résume les activités relatives à la vie associative de l'organisme.

1.2.1 Assemblée générale annuelle 2013

L'assemblée générale annuelle s'est tenue le 24 avril 2013, au Pavillon des loisirs du Canton de Hampden. Une quarantaine de personnes étaient présentes à cette rencontre.

1.2.2 Réunions du conseil d'administration

Le conseil d'administration (C. A.) a tenu sept séances régulières. Les rencontres du C. A. se déroulent le premier mercredi du mois.

1.2.3 Mise à jour du PALÉE 2007-2014

Le C. A. a approuvé, lors de sa séance du 11 décembre 2013, la mise à jour 2014 du Plan d'action local pour l'économie et l'emploi (PALÉE) 2007-2014.

Rapport annuel 2013 AGA 2014

1.3 Activités de développement, selon les axes du PALÉE

Le Plan d'action local pour l'économie et l'emploi, communément appelé PALÉE, est l'outil de base qui guide les activités du CLD. Approuvé par l'assemblée générale, il tient en compte les attentes signifiées des deux principaux bailleurs de fonds, soit le ministère des Finances et de l'Économie (MFE) et la Municipalité régionale de comté (MRC) du Haut-Saint-François, et sert de guide pour diriger les interventions du CLD, de même que pour évaluer ses performances.

Rappelons les principaux éléments du PALÉE 2007-2014 :

Axe I – Augmentation de la population et principalement des jeunes familles

I-1	Rurbanisation	Mettre en place et réaliser une politique de rurbanisation incluant l'appui de développement de l'offre de loisirs (touristiques, culturels et sportifs) ciblée sur les jeunes familles afin de favoriser leur établissement
I-2	Offre commerciale	Consolider l'offre commerciale (commerces et services)
I-3	Services collectifs	Mise en place de mesures permettant l'attraction de population, notamment les jeunes familles

Axe II – Création d'emplois durables et offrant des conditions d'emploi attirantes

II-1	Créneaux industriels	Appuyer le développement de créneaux industriels diversifiés et durables, en mettant en place, notamment, des outils de développement			
II-2	Agroforestier	Optimiser l'exploitation des secteurs agricoles et forestiers			
II-3	Entrepreneuriat	Favoriser l'entrepreneuriat			
II-4	Valeur ajoutée	Accompagner les projets de développement vers la valeur ajoutée et la gestion moderne des ressources			
II-5	Commerces et services	Accompagner les commerces et services dans leurs projets (transfert, développement et diversification)			
II-6	Réinsertion	Favoriser la réinsertion au marché du travail			

Axe III – Réduction du pourcentage de la population de 20 ans et plus ayant un niveau de scolarité inférieur à la 9^e année

III-1	Formation scolaire	Favoriser la formation scolaire et professionnelle
-------	--------------------	--

Voici donc les principaux projets ayant eu des activités en 2013, regroupés par axe du PALÉE.

ORIENTATIONS STRATÉGIQUES - AXE I

1- Mettre en place et réaliser une politique de rurbanisation incluant l'appui au développement de l'offre de loisirs (touristiques, culturels et sportifs), ciblée sur les jeunes familles afin de favoriser leur établissement

Stratégie/ regroupement de projet	Projet	État du projet	Resp.	Notes
Rurbanisation	Portail régional	Réalisé	LG	Bonification du portail -ajout d'une carte interactive et de capsules Web
Rurbanisation	Promotion régionale	En cours de réalisation	LG	Huit panneaux d'identification dans les municipalités d'entrées Installation - printemps 2014
Rurbanisation	Promotion régionale	Reporté/en réflexion	LG	Pas de campagne promotionnelle pour 2013 Autres formes de visibilité à l'étude (kiosque, etc.)
Rurbanisation	Promotion du plan d'action	En continu	LG	Recherche de promoteurs pour projets hors-PALÉE Susciter engagement d'autres organismes; pratiquement 100 % du plan en cours de réalisation
Rurbanisation	Offre résidentielle	En cours de réalisation	LG	Dernière phase avec les 14 municipalités (potentiel immobilier)
Rurbanisation	Offre résidentielle locative	Réalisé	LG	Résidence pour personnes retraitées (RPR) La Patrie : en cours RPR EA : retrait du promoteur RPR Dudswell : projet mis en suspens
Rurbanisation	Accessibilité à la téléphonie cellulaire	Réalisé	LG	Permis demandés par grands fournisseurs pour installation de nouvelles tours; emprise du CLD pour favoriser la couverture complète innexistante
Rurbanisation	Mise en valeur du patrimoine bâti et paysager	Réalisé	JP	Fin du concours en février 2013, mise en valeur des réalisations et outils
Rurbanisation	Table des diffuseurs du Haut-Saint-François	Réalisé	JP	Début des projets réalisés par les partenaires Ex. : Dimanches culturels
Rurbanisation	Fonds d'accès des jeunes à la culture CRÉE Comité culturel CSHC	Réalisé	JP	Accompagnement des déposeurs dans leur demande et soutien dans la réalisation. Collaboration au comité culturel de la CSHC

Rurbanisation	Québec Central : piste cyclable	En développement	BR	Consultations auprès de municipalités potentielles Appui au démarrage d'un organisme pour piloter ce projet CLD portera études de faisabilité en 2014
Rurbanisation	Projets divers de l'entente culturelle	En continu	JP	Accompagnement de projets culturels renforçant l'attractivité de notre territoire : - Musée Eaton Corner : nouvelle exposition - Les Dimanches culturels en famille
Parc du marais des Scots	Territoire de mise en valeur intégrée de la rivière-au-saumon (TMVIRS) Parc régional	En cours de réalisation	DP et RM	Accompagnement de la MRC dans le développement de la piste multifonctionnelle, phase 1 Étude de faisabilité de la « forêt de proximité » en collaboration avec la MRC du Granit
Chemin des Cantons	Musée historique d'Eaton Corner - expansion – Ferme D'antan	En développement	JP	Renouvellement de la ressource jusqu'au 31 octobre 2013 (Ville et CLD) Développement de la nouvelle exposition (juin 2014)
Chemin des Cantons	Mise en valeur - Église Good Shepherd - Dudswell	En attente d'un tiers	JP	En attente de la décision de la municipalité d'aller ou non de l'avant
Chemin des Cantons	Mise en valeur d'une collection de marionnettes - Lingwick	Réalisé	JP	En activité depuis printemps 2013
Chemin des Cantons	Maximisation des retombées économiques du Chemin des Cantons	En développement	JP	Augmentation des dépenses des visiteurs sur la portion « HSF » du Chemin des Cantons - Projet de carte des services à proximité de la route touristique reporté en 2014
Chemin des Cantons	Multifonctionnalité de l'agriculture	En développement	RM + Ress. ext.	Maximiser le solde régional, principalement sur les nouveaux tronçons de la Route des Sommets (RDS) Accompagnement des promoteurs (projet Chemin des Cantons)
Route des Sommets	Bonification de la route en continu	En continu	DP	Plan directeur 2013-2018 Iimplication financière du CLD dans ce plan Intégration de la thématique « Ciel étoilé » 1 ^{re} phase réalisée

Route des	Prolongement de la	Réalisé	DP et	Prolongement approuvé et effectif à
Sommets	route vers le mont		JP	l'été 2014
	Ham, passant par			
	Weedon +			
	Chartierville - étape			
	hors route			

ORIENTATIONS STRATÉGIQUES - AXE I

2- Consolider l'offre commerciale

Stratégie/ regroupement de projet	Projet	État du projet	Resp.	Notes
Lieu d'hébergement 112/253/214	Susciter le démarrage d'un hôtel ou d'un motel	En attente d'un tiers	BR	Étude effectuée; en attente d'un promoteur Possibilité de développement avec la réalisation du projet de la pointe 112/253/214
Pôle commercial 112/253/214	Favoriser les retombées économiques des usagers de la route	En cours de réalisation	RV	Projet annoncé aux limites de East Angus et de Westbury; construction automne 2014; Assurer autres phases d'expansion

ORIENTATIONS STRATÉGIQUES - AXE I

3- Améliorer l'offre de services collectifs à la population

Stratégie/ regroupement de projet	Projet	État du projet	Resp.	Notes
Transport collectif Services sur réservation	Mettre ce service en place, notamment en harmonisant avec les transports existants	Réalisé	DP	Accompagnement de la MRC Mise en place du volet « sur réservation »; à venir services spécialisés

ORIENTATIONS STRATÉGIQUES - AXE II

1- Appuyer le développement de créneaux industriels diversifiés et durables, en mettant en place, notamment, des outils de développement

Stratégie/ regroupement de projet	Projet	État du projet	Resp.	Notes
Éco-parc industriel de Bury	Attirer des entreprises de valorisation des matières résiduelles	En cours de réalisation	DP et BR	Centre de tri de 30M\$ en construction (été 2014) Développement d'un centre d'excellence avec le Créneau Accord Attraction d'entreprises en valorisation des matières triées

Prospection pour les parcs industriels thématiques	Dotation d'une ressource spécialisée afin d'effectuer la promotion des parcs industriels thématiques	En cours de réalisation	RV	Mandat principal pour le parc agro-industriel d'EA et pour les espaces industriels vacants de toute la MRC; certains dossiers d'investissement à l'étude
Caractérisation des espaces industriels vacants II	Étude des espaces industriels vacants et de leurs potentiels	Réalisé	RV	Mise à jour, banque de données sur les espaces industriels vacants
Motels industriels	Analyse des besoins et des opportunités pour la mise en place de motels industriels dans le HSF	En attente d'un tiers	RV	Recherche de partenaires pour aménager des espaces existants (Valoris, Bury, Cookshire, Weedon en réflexion)
Aéroport de Sherbrooke - I	Vols réguliers et nolisés	En développement	DP	Appui à la Ville de Sherbrooke dans ses démarches Participation au C. A. de la CDAS
Aéroport de Sherbrooke - II	Développement d'une niche pour les installations aéroportuaires	En développement	BR	Mandat de prospection en cours Plan directeur en cours de réalisation Discussions autour de la possibilité d'un parc industriel régional HSF/Sherbrooke
Aéroport de Sherbrooke - III (Alerte)	Développement d'un centre spécialisé en sureté aéroportuaire	En développement	BR	CLD du HSF et de Sherbrooke responsables de la mise sur pied (2014-2015)
Nouveaux espaces industriels - Weedon	Plan directeur de nouveaux espaces industriels déjà acquis	En attente d'un tiers	RV	Étude en cours Enjeu de la cohabitation industriel/résidentiel
Projets soutenus par le FAMM	Projets d'entreprises financés par le MFE, en collaboration avec le CLD	En continu	RV	Agrandissement chez Léo Désilets maître herboriste Développement des capacités de production Bois Ditton Études de potentiel chez Menuiserie d'East Angus

Rapport annuel 2013 AGA 2014

ORIENTATIONS STRATÉGIQUES - AXE II

2- Optimiser l'exploitation des secteurs agricoles et forestiers

Stratégie/ regroupement de projet	Projet	État du projet	Resp.	Notes
Stratégie de développement du secteur agroforestier	Susciter la participation du milieu à la recherche d'idées et d'opportunités	En développement	RM	Suivi des projets potentiels - journée forestière de 2012 Étude utilisation/transformation de la biomasse à Chartierville
Appui au développement de la relève agricole	Inventorier les aides actuellement disponibles et développer les outils manquants, s'il y a lieu	En attente d'un tiers	DP	Enjeu partagé avec UPA local et autres partenaires Possibilité d'intégration au PDZA (2014)
Produits extractibles des PFNL	Produits pouvant être extraits des matières forestières	En cours de réalisation	RM	Troisième phase d'études, sur base industrielle, avec le CRIBIQ

ORIENTATIONS STRATÉGIQUES - AXE II

3- Favoriser l'entrepreneuriat

Stratégie/ regroupement de projet	Projet	État du projet	Resp.	Notes
Développement de l'entrepreneuriat par les services de proximité	Susciter le démarrage ou l'expansion d'entreprises existantes en documentant des projets d'affaires et en les soumettant à d'éventuels promoteurs locaux	Réalisé	MM	Phase II en 2013, principalement dans l'est Promotion auprès des partenaires et municipalités
Incubateur de petites entreprises - entreprises de services	Espaces et services communs pour les travailleurs autonomes et les petites entreprises de service	En attente d'un tiers	SAE	Identification d'endroits potentiels pour reproduire le concept de Cookshire

Agent de développement économique pour les municipalités dévitalisées	Ressource pour mettre en place des actions de développement revitalisantes, liées à l'entrepreneuriat	Réalisé	RV	Accompagnement des quatre municipalités dévitalisées avec la mise en place d'un agent de développement dédié
Développement du travail autonome	Promotion et communication des outils	En continu	Équipe SAE	Faire la promotion du travail autonome Communiquer les outils disponibles
Développement de l'économie sociale	Susciter le démarrage d'entreprises dans ce secteur	En cours de réalisation	RV	Faire un diagnostic HSF de la situation et mettre en place un plan d'action; projet pas démarré en 2013, activités ad hoc
Interventions régulières ciblées et renforcées du SAE	Interventions et aides techniques visant l'atteinte des cibles gouvernementales	En continu	Dir. + SAE	Cibles qualitatives et quantitatives à atteindre pour conserver financement gouvernemental Prépondérance (60 %) des services directs aux entreprises

ORIENTATIONS STRATÉGIQUES - AXE II

4- Accompagner les projets de développement vers la valeur ajoutée et la gestion moderne des ressources

Stratégie/ regroupement de projet	Projet	État du projet	Resp.	Notes
Centre de tri de la biomasse	Établir un centre pour concentrer la biomasse en vue de la valoriser	En attente d'un tiers	RM	Coopération au maintien de la Coop; en attente des résultats sur les extractibles Volet torréfaction abandonné; volet de rapatriement au CLD

ORIENTATIONS STRATÉGIQUES- AXE II

5- Accompagner les commerces et services dans leurs projets (transfert, développement et diversification)

Stratégie/ regroupement de projet	Projet	État du projet	Resp.	Notes
Interventions régulières du SAE	Accompagnement et financement de démarrage et expansion des entreprises	En continu	Équipe SAE	Les politiques d'investissement des fonds et programmes gérés au CLD sont modulées pour contribuer au PALÉE
Propulsez votre entreprise vers le Haut	Promotion et aide financière aux projets de développement	Réalisé	Équipe SAE	18 entreprises participantes; 6 finalistes; 10 000 \$ en investissement dans les projets Visibilité accrue pour les entrepreneurs

Appui aux entreprises existantes à potentiel de croissance	Identification des entreprises à potentiel de développement et être à l'affût de leurs	En continu	Équipe SAE	Implication des directions des organismes d'accompagnement d'entreprises; priorité aux entreprises à fort potentiel de croissance
croissance	être à l'affût de leurs projets			

ORIENTATIONS STRATÉGIQUES - AXE II

6- Favoriser la réinsertion au marché du travail

Stratégie/ regroupement de projet	Projet	État du projet	Resp.	Notes
Plan de lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale	Volet local du plan gouvernemental de lutte à la pauvreté	En développement	DP	Implication à Solidarité HSF (PAGSIS) et dans le développement du continuum de services Sensibilisation des intervenants de 1 ^{re} ligne au CLD

ORIENTATIONS STRATÉGIQUES - AXE III

1- Favoriser la formation scolaire et professionnelle

Stratégie/ regroupement de projet	Projet	État du projet	Resp.	Notes
CAMO éducation/ formation	Mise en place de stratégies pour améliorer la qualité de la main-d'œuvre	En continu	BR	Sous-comité « rareté de la main-d'œuvre » Développement des formations en entreprise
Spécialisation - Centre de formation professionnelle	Développement de formations professionnelles attractives et plus exclusives	En continu	BR	En attente des stratégies de développement de la FP Mise en lien avec Valoris pour formation de « valoriste » et plateau de travail

1.4 Service aux entreprises

Les principaux projets de notre axe II, visant la création d'emplois, sont ceux d'accompagnement des diverses entreprises de notre MRC. Nos services sont principalement de l'aide technique, et ce à toutes les étapes de vie de l'entreprise. Cette implication est aussi supportée par des aides financières, sous forme de subventions ou de prêts. Lors du renouvellement de notre entente de gestion avec le MFE, les nouveaux objectifs ministériels précisaient la prépondérance des interventions en entreprises, qui devront, au cours des prochaines années, atteindre un minimum de 60 % des activités de notre CLD.

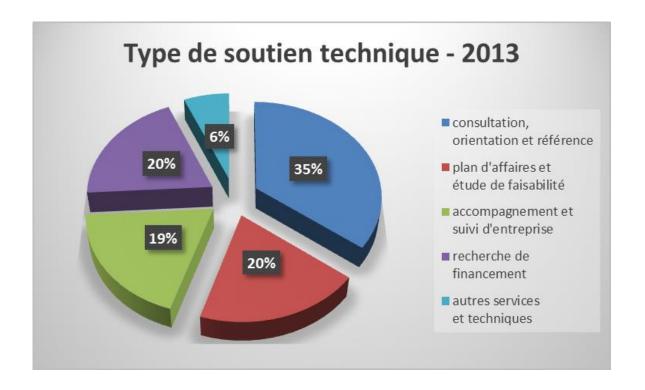
Pour ce faire, une équipe de quatre conseillers est dédiée à l'ensemble des services aux entreprises. Nous avons accentué nos efforts de visibilité en 2013, tout en étant plus proactifs dans notre offre de services aux entreprises existantes. Des chroniques régulières dans le journal Le Haut-Saint-François, le concours « Propulsez votre entreprise vers le Haut » sont deux exemples d'action visant à stimuler la demande des promoteurs et de leurs entreprises.

L'année 2013 aura été une des meilleures années en ce qui a trait aux statistiques de ce service. Le CLD a été directement impliqué dans 37 projets d'entreprises, visant à créer et maintenir 304 emplois. Les investissements directs du CLD ont été de 548 630 \$, et ont généré des investissements totaux de 16,9 millions de dollars. Nous avons, entre autres, participé au démarrage de la résidence « Manoir de l'Eau Vive » à Cookshire-Eaton, au redémarrage de la scierie Blanchette et Blanchette à Weedon, ainsi qu'à l'installation de « Bois Weedon » dans un bâtiment industriel vacant de Weedon. Nous sommes aussi fiers d'avoir participé à l'expansion de l'entreprise Léo Désilets Maître herboriste de Scotstown, une PME à fort potentiel de développement.

Nous avons aussi réalisé 59 projets de support aux opérations, soit 23 de plus que l'an dernier; c'est donc un grand total de 140 projets pour lesquels l'équipe du service aux entreprises a été sollicitée, une augmentation de 29 % par rapport à l'an dernier, et de 47 % sur le volume de 2011.

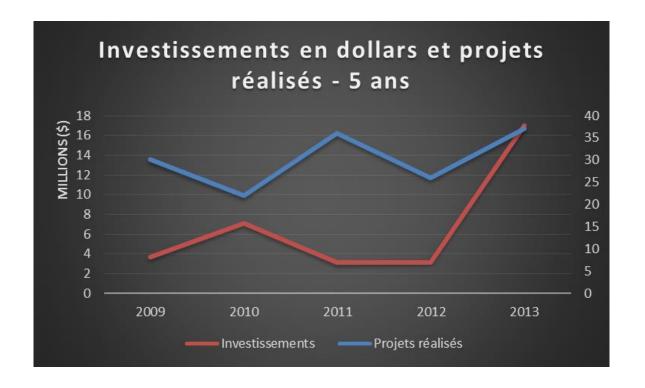
Projets d'entreprises traités 2009 à 2013

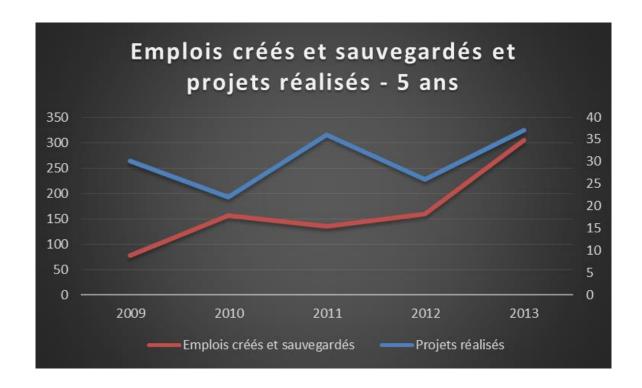
Projets	2009	2010	2011	2012	2013
Réalisés	30	22	36	33	37
À l'étude	22	34	12	21	28
Aide aux opérations	9	18	28	36	59
Sous-total	61	74	76	90	124
Abandonnés	67	72	19	18	16
Total projets	128	146	95	108	140

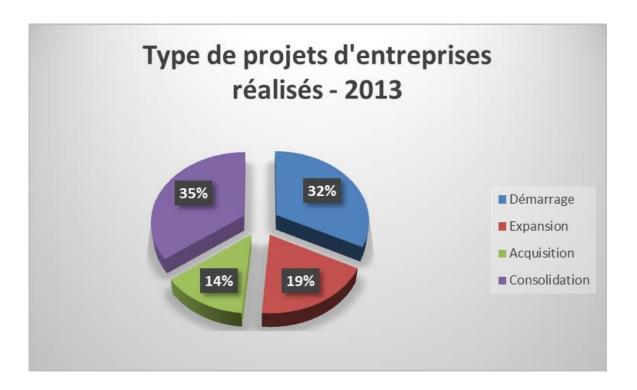


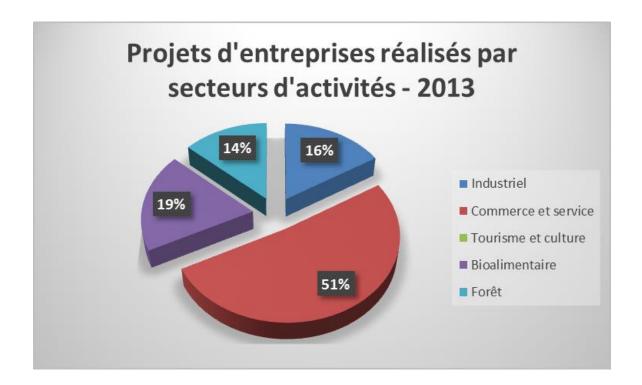
Projets d'entreprises réalisés Investissement et création d'emplois 2009 à 2013

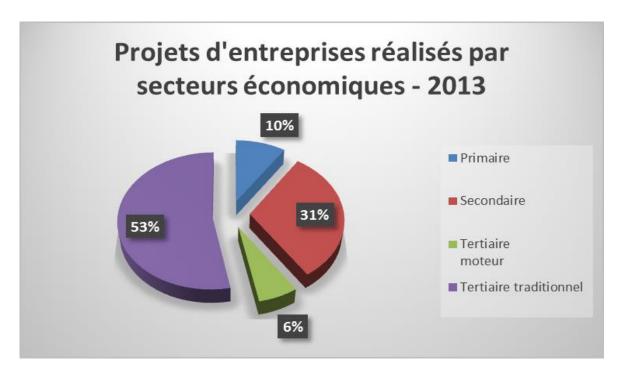
Projets réalisés	2009	2010	2011	2012	2013
Investissements (\$) Nombre de projets réalisés Emplois créés et sauvegardés	3 657 191 30 77	7 114 822 22 156	3 083 318 36 134	3 246 555 26 159	16 979 924 37 304
	77	150	134	159	304









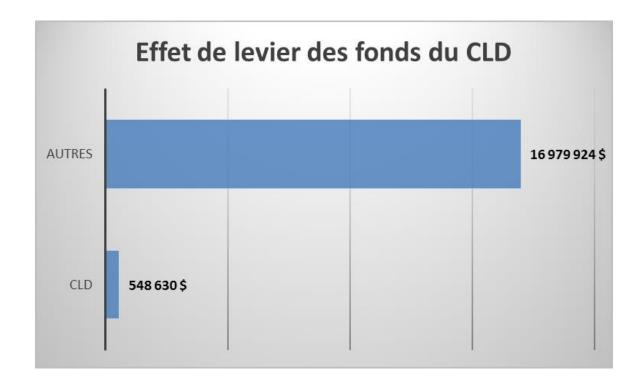


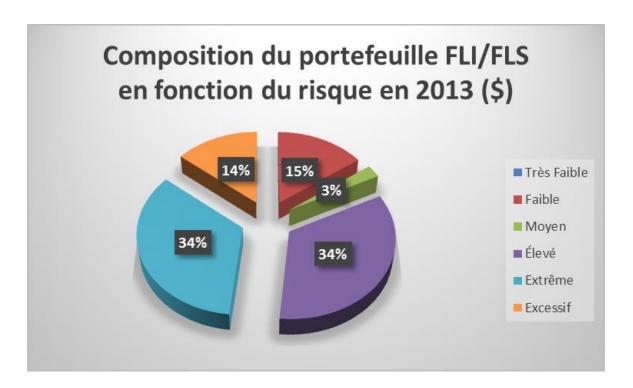
Projets d'entreprises réalisés par municipalité - 2013

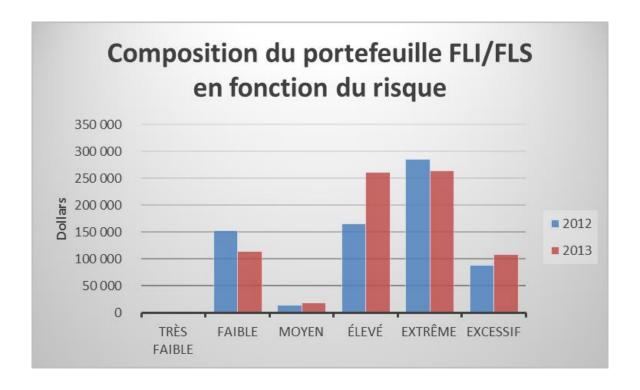
Municipalités	Nombres	Investis	Investissements		
iviuiiicipalites	Monipres	Fonds CLD	Totaux	- Emplois	
Ascot Corner	3	99 000 \$	199 000 \$	6	
Bury	5	34 000 \$	843 697 \$	26	
Chartierville	0	0\$	0\$	0	
Cookshire-Eaton	11	177 130 \$	12 104 438 \$	54	
Dudswell	2	0\$	44 002 \$	7	
East Angus	6	178 500 \$	490 697 \$	95	
Hampden	0	0\$	0\$	0	
La Patrie	2	0\$	245 000 \$	26	
Lingwick	1	5 000 \$	72 090 \$	1	
Newport	1	500 \$	500 \$	2	
Saint-Isidore-de-Clifton	0	0\$	0\$	0	
Scotstown	2	1 500 \$	1 255 500 \$	31	
Weedon	4	53 000 \$	1 725 000 \$	56	
Westbury	0	0\$	0\$	0	
Totaux	37	548 630 \$	16 979 924 \$	304	

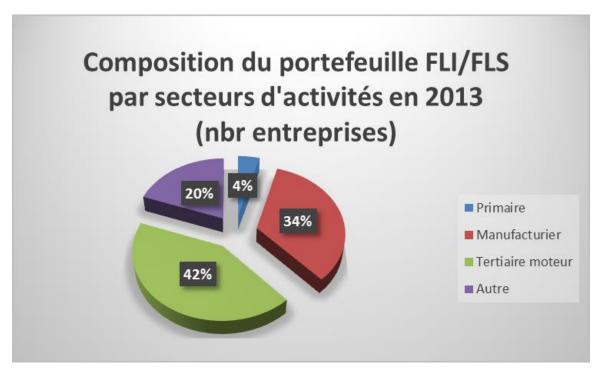
Projets d'entreprises réalisés par secteur d'activité - 2013

Municipalités	Noms de l'entreprise	Secteurs
	Air-Go	Industriel
Ascot Corner	Broyage mobile Estrie	Forêt
	Vive-action (Nancy Chartrand)	Commerce et service
	Achetons Québec	Commerce et service
	Animation des Cantons	Commerce et service
Bury	Produits de Bois Scotstown (Ferme Noël Richard)	Industriel
	Valoris	Industriel
	Yack et Cie	Bioalimentaire
	Carrosserie Marco Grenier	Commerce et service
	DrainAir	Industriel
	Formation Chronos	Commerce et service
	Jacques Boisvert	Commerce et service
	Location F. Lapointe (Lou-Tec)	Commerce et service
Cookshire-Eaton	Manoir de l'Eau Vive	Commerce et service
	Salon le Reflet	Commerce et service
	Sim-Art Ébéniste	Industriel
	Simon Rainville	Commerce et service
	Soudure Plastique Québec	Commerce et service
	Vieux Tonneau	Commerce et service
Dudswell	BishopNote	Commerce et service
Duasweii	Maison Zachary	Commerce et service
	Ascenseur de l'Estrie	Commerce et service
	Christine Dubois	Commerce et service
Foot Angue	Délices Al Manar	Bioalimentaire
East Angus	Dessin Houle	Commerce et service
	Menuiserie d'East Angus	Forêt
	Viandes Giroux	Bioalimentaire
La Datria	Bois Ditton	Forêt
La Patrie	Garage Alexandre Boucher	Commerce et service
Lingwick	Bureau, Pompes et traitements d'eau	Commerce et service
Newport	La ferme d'ORée	Bioalimentaire
Contata	Léo Désilets, maître herboriste	Industriel
Scotstown	Plantules des Cantons	Bioalimentaire
	Blanchette et Blanchette	Forêt
\\\\ a = -! = -:-	Bois Weedon	Forêt
Weedon	Fromagerie P'tit plaisir	Bioalimentaire
	Les serres biologiques Fontainebleau	Bioalimentaire









Soutien au travail autonome (STA)

Projets réalisés	Total des investissements	Emplois créés
BishopNote	44 002 \$	2
Bureau, Pompes et traitements d'eau	72 090 \$	1
Carrosserie Marco Grenier	95 000 \$	1
Dessin Houle	19 100 \$	1
Garage Alexandre Boucher	115 000 \$	0
Jacques Boisvert	147 825 \$	1
Salon le Reflet	18 830 \$	3
Simon Rainville	11 795 \$	1
Vive-action (Nancy Chartrand)	1 000 \$	1
Total	524 642 \$	11

Fonds jeune entreprise (JE)

Futuaniasa	Investissements		Emplois	
Entreprises	JE	Total	Créés	Sauvegardés
Bureau, Pompes et traitements d'eau	5 000 \$	72 090 \$	1	0
Christine Dubois	1 000 \$	10 010 \$	1	0
Location F. Lapointe (Lou-Tec)	5 000 \$	264 388 \$	0	2
Salon le Reflet	2 830 \$	18 830 \$	3	7
Soudure Plastique Québec	5 000 \$	5 000 \$	1	0
Vieux Tonneau	5 000 \$	198 000 \$	0	4
Yack et Cie	5 000 \$	768 810 \$	2	0
Total	28 830 \$	1 337 128\$	8	13

Fonds émergence (FÉ)

Entroprises	Investis	sements	Emplois		
Entreprises	FÉ	Total	Créés	Sauvegardés	
Entroprises	Investissements		Emplois		
Entreprises	FÉ	Total	Créés	Sauvegardés	
Achetons Québec	4 000 \$	8 000 \$	0	2	
Air-Go	4 000 \$	8 000 \$	0	0	
Bois Weedon	4 000 \$	778 000 \$	23	0	
Formation Chronos	800 \$	1 600 \$	0	1	
Total	12 800 \$	795 600 \$	23	3	

Fonds de soutien à la création d'emploi (FSCE)

Entroprisos	Investis	sements	Emplois	
Entreprises	FSCE	FSCE Total		Sauvegardés
Blanchette et Blanchette	25 000 \$	275 000 \$	25	0
Bois Weedon	24 000 \$	778 000 \$	23	0
Total	49 000 \$	1 053 000 \$	48	0

Fonds local d'investissement (FLI)

Entroprisos	Investiss	sements	Emplois		
Entreprises	FLI	Total	Créés	Sauvegardés	
Broyage mobile Estrie	95 000 \$	190 000 \$	0	5	
Délices Al Manar	60 000 \$	150 000 \$	0	11	
Location F. Lapointe (Lou-Tec)	22 000 \$	264 388 \$	0	2	
Manoir de l'Eau Vive	75 000 \$	11 357 000 \$	30	0	
Viandes Giroux	80 000 \$	200 675 \$	0	43	
Total	332 000 \$	12 162 063 \$	30	61	

Fonds local d'investissement pour la relève (FLI-Relève)

Futuanica	Investisse	Emplois		
Entreprises	FLI-Relève	Total	Créés	Sauvegardés
Location F. Lapointe (Lou-Tec)	25 000 \$	264 388 \$	0	2
Salon le Reflet	11 000 \$	18 830 \$	3	7
Vieux Tonneau	25 000 \$	198 000 \$	0	4
Yack et Cie	25 000 \$	768 810 \$	2	0
Total	86 000 \$	1 250 028 \$	5	13

Fonds local de solidarité (FLS)

Futuanicas	Investisse	ements	Emplois		
Entreprises	FLS Total Créé		Créé	Sauvegardés	
Délices Al Manar	15 000 \$	150 000 \$	0	11	
Viandes Giroux	20 000 \$	200 675 \$	0	43	
Total	35 000 \$	350 675 \$	0	54	

Fonds d'aide aux municipalités monoindustrielles (FAMM)

Fotopoisos	Investis	Emplois		
Entreprises	FAMM Total		Créés	Sauvegardés
Bois Ditton	30 000 \$	130 000 \$	0	25
Fromagerie P'tit plaisir	50 000 \$	672 000 \$	1	6
Léo Désilets, maître herboriste	100 000 \$	1 254 000 \$	3	26
Menuiserie d'East Angus	75 500 \$	108 412 \$	0	32
Valoris	46 471 \$	66 387 \$	0	18
Total	301 971 \$	2 230 799 \$	4	107

Aucun projet en 2013 :

Fondation canadienne des jeunes entrepreneurs (FCJE) Fonds pour les entreprises de l'économie sociale (FEÉS)

Interventions financières de 2009 à 2013

Fonds jeune entreprise (JE)

	2009	2010	2011	2012	2013
Projets	14	10	8	10	7
Investissement CLD	80 910 \$	44 950 \$	30 208 \$	41 668 \$	28 830 \$

Fonds émergence (FÉ)

	2009	2010	2011	2012	2013
Projets	4	1	3	6	4
Investissement CLD	12 950 \$	3 546 \$	8 106 \$	22 620 \$	12 800 \$

Fonds local d'investissement (FLI)

	2009	2010	2011	2012	2013
Projets	4	3	6	4	5
Investissement CLD	145 000 \$	142 500 \$	275 500 \$	232 000 \$	332 000 \$

Fonds local d'investissement pour la relève (FLI-Relève)

	2009	2010	2011	2012	2013
Projets	0	1	2	3	4
Investissement CLD	0\$	25 000 \$	43 000 \$	75 000 \$	86 000 \$

Fonds local de solidarité (FLS)

	2009	2010	2011	2012	2013
Projets	n/d	1	1	1	2
Investissement CLD	n/d	50 000 \$	100 000 \$	50 000 \$	35 000 \$

Fonds d'aide aux municipalités monoindustrielles (FAMM)

	2009	2010	2011	2012	2013
Projets	n/d	2	0	1	5
Investissement	n/d	69 600 \$	0\$	100 000 \$	301 971 \$

Fonds octroyés par le ministère des Finances et de l'Économie.

Soutien au travail autonome (STA)

	2009	2010	2011	2012	2013
Projets	15	13	22	15	9

Fondation canadienne des jeunes entrepreneurs (FCJE)

	2009	2010	2011	2012	2013
Projets	2	1	0	1	0

Fonds pour les entreprises de l'économie sociale (FEÉS)

	2009	2010	2011	2012	2013
Projets	1	0	1	2	0
Investissement CLD	8 000 \$	0\$	8 000 \$	24 000 \$	0\$

2. Rapport administratif

2.1 Conseil d'administration sortant 2013-2014

(NOMMÉS PAR LE CONSEIL DE LA MRC)

Administrateurs avec droit de vote

Colette Lamy Service d'Aide Domestique du Haut-Saint-François

Gaétane Plamondon Tardif Diesel inc.

Renaud Bergeron Blanchette et Blanchette

Benoit Fortin Léo Désilets, Maître herboriste inc.

Gaétan Perron Commission scolaire des Hauts-Cantons

et les membres du comité administratif de la MRC

Chantal Ouellet Ville de Scotstown

Nicole Robert MRC du Haut-Saint-François

Kenneth Coates Municipalité du Canton de Westbury

Noël Landry Ville de Cookshire-Eaton

Robert G. Roy Ville d'East Angus

Poste vacant

Observateurs sans droit de vote

Caroline Morel Centre local d'emploi d'East Angus

François Biron Ministère des Finances et de l'Économie –

direction régionale de l'Estrie

2.2 Conseil d'administration 2014-2015

(NOMMÉS PAR LE CONSEIL DE LA MRC)

Administrateurs avec droit de vote

Colette Lamy Service d'Aide Domestique du Haut-Saint-François

Gaétane Plamondon Tardif Diesel inc.

Renaud Bergeron Blanchette et Blanchette

Benoit Fortin Léo Désilets, Maître herboriste inc.

Jean-Paul Gendron Agence de mise en valeur de la forêt privée de

l'Estrie, table GIRT

Gaétan Perron Commission scolaire des Hauts-Cantons

et les membres du comité administratif de la MRC

Nathalie Bresse Municipalité d'Ascot Corner

Chantal Ouellet Ville de Scotstown

Nicole Robert MRC du Haut-Saint-François

Kenneth Coates Municipalité du Canton de Westbury

Walter Dougherty Municipalité de Bury

Noël Landry Ville de Cookshire-Eaton

Robert G. Roy Ville d'East Angus

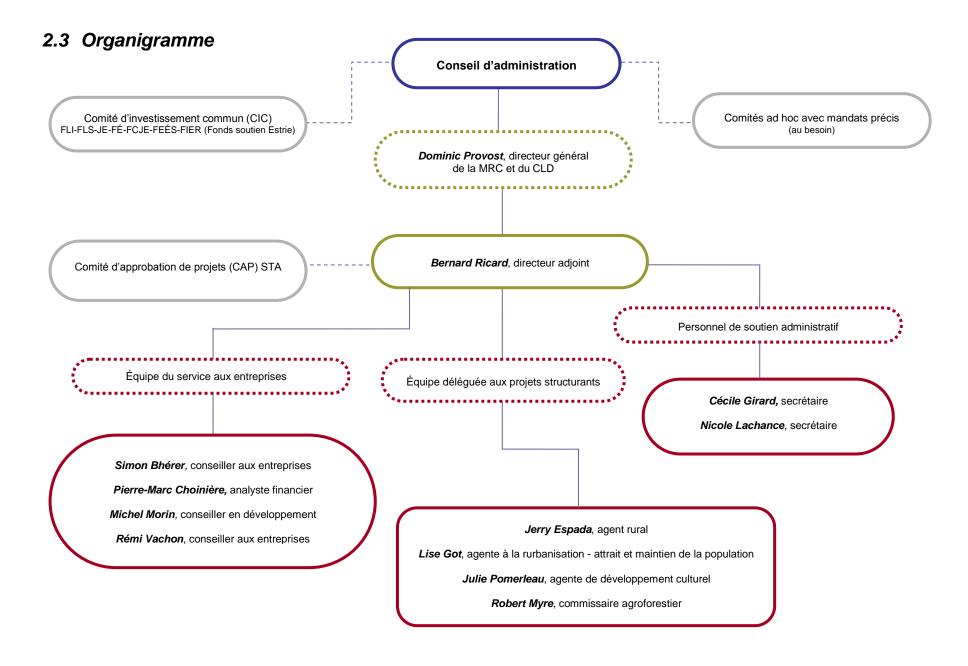
Observateurs sans droit de vote

Caroline Morel Centre local d'emploi d'East Angus

François Biron Ministère des Finances et de l'Économie –

direction régionale de l'Estrie

Rapport annuel 2013 AGA 2014



Rapport administratif 28

2.4 Équipe du CLD



Simon Bhérer Conseiller aux entreprises



Pierre-Marc Choinière Analyste financier



Jerry Espada Agent rural





Rémi Vachon Conseiller aux entreprises



Dominic Provost Directeur général



Bernard RicardDirecteur adjoint



Lise GotAgente à la rurbanisation
Attrait et maintien de la population



Julie Pomerleau Agente de développement culturel



Robert Myre Commissaire agroforestier



Michel MorinConseiller en
développement industriel



Nicole Lachance Secrétaire

3. Rapport financier

3.1 États financiers vérifiés au 31 décembre 2013

Centre Local de Développement (C.L.D.) du Haut–St–François États financiers au 31 décembre 2013

Rapport de l'auditeur indépendant	2 - 3
États financiers	
Résultats	4
Évolution des soldes de fonds	5
Flux de trésorerie	6
Situation financière	7 - 8
Notes complémentaires	9 - 16



Rapport de l'auditeur indépendant

Aux administrateurs de Centre Local de Développement (C.L.D.) du Haut-St-François

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L. 375, rue Labbé Thetford Mines (Québec) GGG 1Z4

Téléphone : 418 335-7511 Télécopieur : 418 335-2105 www.rcgt.com

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de l'organisme Centre Local de Développement (C.L.D.) du Haut-St-François, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2013 et les états des résultats, de l'évolution des soldes de fonds et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Membre de Grant Thornton International Ltd

3

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserve.

Fondement de l'opinion avec réserve

Lors de la comptabilisation initiale, l'organisme comptabilise les prêts qu'il octroie à leur valeur nominale, sans évaluer si ceux-ci sont assortis de conditions avantageuses importantes telles qu'une partie importante de l'opération s'apparenterait davantage à une subvention qu'à un prêt, ce qui représente une dérogation aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les incidences de cette dérogation sur les états financiers au 31 décembre 2013 n'ont pas été déterminées.

Opinion avec réserve

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans le paragraphe de fondement de l'opinion avec réserve, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'organisme Centre Local de Développement (C.L.D.) du Haut–St–François au 31 décembre 2013 ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Raymond Chabot Brant Thornton S.E. N.C. R. L.

Weedon Le 10 avril 2014

¹ CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique nº A123286

Centre Local de Développement (C.L.D.) du Haut-St-François

Résultats pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013

Produits	Fonds d'administration stration Projett fénérale spéciau \$ 1.05 956 55 373 27 603 96 670 101 335 100 100 100 100 100 100 100 100 100 10	Projets spéciaux \$	Programmes et fonds	Fonds affectés aux investissements Fonds local Fonds local de	affectés aux investissements Fonds local Fonds local de		
Administrations de la M.R.C. Sontributions de la M.R.C. Sontributions du M.F.E. Vutres subventions Solisation des membres \$\frac{\pmathrm{F}}{2}\$\$ is produits res et charges sociales ges locatives accements et représentation mements et associations fres et formation	tration \$ \$ \$ \$ \$ \$ \$ \$ \$	Projets spéciaux \$	Programmes et fonds	Fonds local	Fonds local de		
contributions de la M.R.C. Sontributions du M.A.M.R. Sontributions du M.A.M.R. Sontributions du M.F.E. Sontributions du M.F.E. Sontributions du M.F.E. Soltisation des membres Els sproduits sproduits sproduits sproduits acements et représentation mements et associations acements et représentation mements et associations	\$ \$ 15 956 77 603 96 670 76 699 78 04	spéciaux \$	et fonds				
ontributions de la M.R.C. Sontributions du M.A.M.R. Sontributions du M.F.E. Varioributions du M.F.E. Sontributions du M.F.E. Solisation des membres Etis Etis Se produits Se produits Ges locatives acements et représentation mements et associations prése et formation	\$ 15 956 27 603 96 670 76 699 78 044	₩	•	d'investissement	solidarité	Total	Total
outributions de la M.R.C. Contributions de la M.R.C. Contributions du M.A.M.R. Contributions du M.F.E. Lutres subvertitions Cutisation des membres Sis produits Els se t charges sociales ges locatives ges locatives genements et représentation inements et associations inements et dessociations	5 956 27 603 96 670 76 699 7 804		A	49	\$	\$	69
Contributions de la M.R.C. Contributions du M.A.M.R. Contributions du M.F.E. Contributions du M.F.E. Contributions du M.F.E. Contributions du M.F.E. Contributions des membres Coltastion des membres Els Els Els Els Els Els Els Els Els El	15 956 27 603 36 670 76 699 7 804						
Contributions du M.A.M.R. Contributions du M.F.E. Contributions du M.F.E. Contributions du M.F.E. Contributions du M.F.E. Contribution des membres Elis Elis Es produits Es produits Ges locatives Ges locatives Ges locatives Ges locatives Ges locatives Ges et charges sociales Ges locatives Ges loc	27 603 36 670 76 699 7 804	55 373				261 329	247 654
Vultres subvertions Vultres subvertions Vultres subvertions Substation des membres Substation des	96 670 76 699 7 804					27 603	29 284
Vutres subventions Solisation des membres Ets sproduits res et charges sociales ges locatives acements et représentation mements et associations rès et formation	7 804 7 804		80 000			576 670	563 238
Solisation des membres Els Els Es produits res et charges sociales ges locatives acements et représentation mements et associations prése et formation	7 804	101 335				178 034	188 231
sis produits sis produits tes et charges sociales ges locatives acements et représentation nements et associations	10					7 804	8 591
es produits res et charges sociales ges locatives acements et représentation nements et associations rès et formation				49 672	11 998	61 681	74 920
res et charges sociales seas localities agent ag	21 360				100	21 460	41 672
res et charges sociales ges locatives acements et représentation nements et associations	36 102	. ~	80 000	49 672			1 153 590
res et charges sociales 67 ges locatives 2 acements et représentation 2 acements et représentation 2 arrivers et sasociations 2 acements et associations 67							
eprésentation Ssociations Ion	74 393	8 825				683 218	665 171
eprésentation ssociations ion	32 480					32 480	31 736
ts et associations ormation	20 970	3 847				24 817	25 567
ormation	5 958					5 958	9 975
	8 294					8 294	8 026
	5 882					5 882	3 322
	15 202					15 202	14 536
Télécommunications 7 461	7 461					7 461	6 713
tions	14 759					14 759	13 168
Honoraires professionnels 32 667	32 667					32 667	34 139
Projets spéciaux		246 875				246 875	248 713
Subventions externes			36 792			36 792	56 926
Perte (reprise) sur dévaluation de placements				66 814	6 598	73 412	(122491)
					9 495	9 495	13 103
Frais bancaires 35	35					35	43
Amortissement des immobilisations corporelles 968	896 6		4			896 6	11 077
828 069	58 069	259 547	36 792	66 814	16 093	1 207 315	1 019 724
Excédent (insuffisance) des produits sur les charges	8 033	(102 839)	43 208	(17 142)	(3 995)	(72 734)	133 866

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

2

Centre Local de Développement (C.L.D.) du Haut-St-François Évolution des soldes de fonds pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013

					2013	2012
		For	ids affectés aux	Fonds affectés aux investissements		
			Fonds local			
	Fonds	Programmes	d'investis-	Fonds local de		
	d'administration	et fonds	sement	solidarité	Total	Total
	₩	49	49	₩	₩	₩
Solde au début Excédent (insuffsance) des produits sur les charges	391 358	154 561	(172 924)	(48 093)	324 902	191 036
Solde à la fin	296 553	197 769	(190 066)	(52 088)	252 168	324 902

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Centre Local de Développement (C.L.D.) du Haut-St-François Flux de trésorerie

pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013

	2013	2012
	\$	\$
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Excédent (insuffisance) des produits par rapport aux charges Éléments hors caisse	(72 734)	133 866
Amortissement des immobilisations corporelles	9 968	11 077
Perte (reprise) sur dévaluation de placements	73 412	(122 391)
Variation nette d'éléments du fonds de roulement (note 3)	(99 766)	1 446
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement (a)	(89 120)	23 998
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS Immobilisations corporelles et flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en immobilisations	(4 480)	(5 772)
ACTIVITÉS DE PLACEMENT Placements Cession de placements	(270 000) 183 836	(225 000) 351 473
Flux de trésorerie liés aux activités de placement	(86 164)	126 473
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT Remboursements d'emprunts et flux de trésorerie liés aux activités de financement		(100 000)
Augmentation (diminution) nette de l'encaisse	(179 764)	44 699
Encaisse au début	1 187 761	1 143 062
Encaisse à la fin	1 007 997	1 187 761

(a) Les intérêts encaissés au cours de l'exercice s'élèvent à 60 680 \$ (88 470 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012). Les intérêts versés au cours de l'exercice s'élèvent à 9 495 \$ (13 103 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012).

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Centre Local de Développement (C.L.D.) du Haut-St-François

Situation financière au 31 décembre 2013

	3-	ú			2013	2012
		For	Fonds affectés aux investissements	investissements		
	Fonds		Fonds local			
	d'adminis-	Programmes et	d'investis-	Fonds local de		
	tration	fonds	sement	solidarité	Total	Total
	49	49	49	49	₩	₩
ACTIF						
Court terme						
Encaisse	206 199		908 669	101 992	1 007 997	1 187 761
Comptes clients et autres créances (note 4)	49 965		1 253	640	51 858	56 083
Apports à recevoir de la M.R.C.	251 200				251 200	89 176
Avances interfonds, sans intérêt		197 769		6 316	204 085	154 561
Tranche des effets à recevoir échéant à moins de un an			226 829	55 431	282 260	183 260
	507 364	197 769	927 888	164 379	1 797 400	1 670 841
Long terme						
Placements (note 5)	83 937		334 242	37 823	456 002	529 185
Immobilisations corporelles (note 6)	41 451				41 451	46 939
	632 752	197 769	1 262 130	202 202	2 294 853	2 246 965

Centre Local de Développement (C.L.D.) du Haut-St-François

Situation financière au 31 décembre 2013

					2013	2012
		Œ	Fonds affectés aux investissements	investissements	Fig.	3
	Fonds		Fonds local			
	d'adminis-	Programmes et	d'investis-	Fonds local de		
	tration	fonds	sement	solidarité	Total	Total
DASSE	₩	\$	49	49	₩	49
Court terme						
Créditeurs (note 7)	128 900			4 290	133 190	62 092
Avances interfonds, sans intérêt	162 554		41 531		204 085	154 561
	291 454	ď.	41 531	4 290	337 275	216 653
Long terme						
Dette à long terme (note 8)	44 745		1 410 665	250 000	1 705 410	1 705 410
	336 199		1 452 196	254 290	2 042 685	1 922 063
SOLDES DE FONDS (NÉGATIFS)						
Non affecté	255 102				255 102	344 419
Investi en immobilisations	41 451				41 451	46 939
Programmes et fonds		197 769			197 769	154 561
Fonds local d'investissement			(190066)		(190066)	(172924)
Fonds local de solidarité	**			(52 088)	(52 088)	(48 093)
	296 553	197 769	(190 066)	(52 088)	252 168	324 902
	632 752	197 769	1 262 130	202 202	2 294 853	2 246 965

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour le conseil,

Administrateur

Administrateur

au 31 décembre 2013

1 - STATUTS ET NATURE DES ACTIVITÉS

L'organisme, constitué en vertu de la Partie III de la Loi sur les compagnies (Québec), est un organisme sans but lucratif au sens de la Loi de l'impôt sur le revenu qui a pour mandat de promouvoir le développement de la région du Haut-Saint-François.

2 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Base de présentation

Les états financiers de l'organisme sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public contenues dans le *Manuel de comptabilité de l'ICCA pour le secteur public*. L'organisme a choisi d'appliquer les recommandations des normes comptables s'appliquant uniquement aux organismes sans but lucratif du secteur public énoncées dans les chapitres SP 4200 à SP 4270 du *Manuel de comptabilité de l'ICCA pour le secteur public*.

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers, la direction de l'organisme doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que l'organisme pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Actifs et passifs financiers

Évaluation initiale

L'organisme comptabilise un actif financier ou un passif financier dans l'état de la situation financière lorsque, et seulement lorsque, il devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier. Sauf indication contraire, les actifs et passifs financiers sont initialement évalués au coût.

Lors de l'évaluation initiale, les prêts sont évalués au coût lequel correspond généralement au montant de trésorerie transféré.

Évaluation ultérieure

À chaque date de clôture, les actifs et les passifs financiers de l'organisme sont évalués au coût ou au coût après amortissement (incluant toute dépréciation dans le cas des actifs financiers).

En ce qui a trait aux actifs financiers évalués au coût après amortissement, l'organisme détermine s'il existe des indications d'une possible dépréciation. Dans l'affirmative et si l'organisme détermine qu'il y a eu, au cours de l'exercice un changement dévaforable important dans le calendrier ou le montant prévu des flux de trésorerie futurs d'un actif financier, une réduction sera alors comptabilisée à l'état des résultats à titre de moins-value. La reprise d'une moins-value comptabilisée antérieurement sur un actif financier évalué au coût après amortissement est comptabilisée aux résultats au cours de l'exercice où la reprise a lieu.

Rapport financier 38

10

Centre Local de Développement (C.L.D.) du Haut–St–François Notes complémentaires

au 31 décembre 2013

2 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Dans le cas des prêts, des provisions pour moins-value sont constituées pour montrer les prêts au plus faible du coût et de la valeur de recouvrement nette et traduisent, en conséquence, le degré de recouvrabilité et le risque de perte. L'évaluation peut être effectuée prêt par prêt, ou pour une catégorie donnée de prêts. Les provisions pour moins-value sont déterminées à l'aide des meilleures estimations possibles, compte tenu des faits passés, des conditions actuelles et de toutes les circonstances connues à la date de préparation des états financiers. Lorsqu'un prêt a été provisionné pour moins-value, en totalité ou en partie, et que le recouvrement du prêt est considéré par la suite comme probable, la provision pour moins-value constituée à l'égard du prêt peut être réduite.

Comptabilité par fonds

Le fonds d'administration présente les actifs, les passifs, les produits et les charges afférents à la prestation de services et à la gestion.

Les contributions reçues pour l'octroi de subventions ou pour l'acquisition de placements sont présentées dans le fonds affecté aux investissements.

Constatation des produits

Apports

L'organisme applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Selon cette méthode, les apports affectés à des charges d'exercices futurs sont reportés et comptabilisés à titre de produits au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles ils sont affectés. Les apports non affectés sont comptabilisés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou lorsqu'ils sont à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que son encaissement est raisonnablement assuré. Les apports reçus à titre de dotations sont présentés comme des augmentations directes de l'actif net.

Produits de placements

Les opérations de placement sont comptabilisées à la date de transaction et les produits qui en découlent sont constatés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les produits d'intérêts sont constatés en fonction du temps écoulé.

Apports reçus sous forme de fournitures et de services

L'organisme peut constater les apports reçus sous forme de fournitures et de services lorsque la juste valeur de ces apports peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que l'organisme aurait dû se procurer autrement ces fournitures et services pour son fonctionnement régulier.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de l'organisme est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires, incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent souvent entre le positif et le négatif, ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

au 31 décembre 2013

2 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles acquises sont comptabilisées au coût. Lorsque l'organisme reçoit des apports sous forme d'immobilisations corporelles, le coût de celles-ci correspond à la juste valeur à la date de l'apport.

Amortissements

Les immobilisations corporelles sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon les méthodes et les taux annuels qui suivent :

		IMethodes	laux
Améliorations locatives		Linéaire	20 %
Équipement de bureau		Dégressif	20 %
Équipement informatique		Dégressif	30 %

Réduction de valeur

Lorsque l'organisme constate qu'une immobilisation corporelle n'a plus aucun potentiel de service à long terme, l'excédent de la valeur comptable nette de l'immobilisation corporelle sur sa valeur résiduelle est comptabilisé en charges à l'état des résultats.

3 - INFORMATIONS SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

Les variations d'éléments du fonds de roulement se détaillent comme suit :

	2013	2012
	\$	\$
Comptes clients et autres créances	(8 843)	5 367
Apports à recevoir de la M.R.C.	(162 024)	3 658
Créditeurs	71 101	(4 246)
Apports reportés		(3 333)
	(99 766)	1 446
4 - COMPTES CLIENTS ET AUTRES CRÉANCES		
	2013	2012
	\$.	\$
Comptes clients	25 583	23 540
Intérêts courus à recevoir	1 893	13 959
Taxes à la consommation à recevoir	24 382	18 584
	51 858	56 083

Rapport financier 40

12

Centre Local de Développement (C.L.D.) du Haut–St–François de la la destaction de Notes complémentaires

au 31 décembre 2013

5 - PLACEMENTS	J1,			2013	2012
		Fonds local		11-11-11-11-11-11-11-11-11-11-11-11-11-	Hary Carl View (LCEX)
	Fonds	d'investis-	Fonds local de		7 - 1-
	d'administration	sement	solidarité	Total	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Actions privilégiées de sociétés privées (a)		12 615	12 634	25 249	25 249
75 000 parts d'une société en		12 013	12 054	25 249	25 249
commandite - Fier croissance					
durable, s.e.c. (a)	83 929			83 929	82 969
75 actions de catégorie « A » d'une société privée - Gestion					
du Fonds Soutien Estrie inc.					_
(a)	8			8	. 8
	83 937	12 615	12 634	109 186	108 226
Effets à recevoir, 0 % à 15 %,					
encaissables jusqu'en avril 2019 (b) (c)		635 868	105 845	741 713	656 510
Provision pour prêts douteux		(87 412)	(25 225)	(112 637)	(52 291)
		548 456	80 620	629 076	604 219
	92 027				* 1
Tranche des effets à recevoir	83 937	561 071	93 254	738 262	712 445
échéant à moins de un an	15.	226 829	55 431	282 260	183 260
	83 937	334 242	37 823	456 002	529 185

- (a) La juste valeur des placements en actions de sociétés privées et des parts d'une société en commandite n'a pas été déterminée étant donné que des contraintes de temps et d'argent ne permettent pas de le faire avec suffisamment de fiabilité, notamment parce que les titres de participation de ces sociétés ne sont pas négociés sur un marché actif.
- (b) Les effets à recevoir sont présentés à la valeur nominale. L'organisme ne présente pas les informations sur la juste valeur.
- (c) Au 31 décembre 2013, la valeur comptable brute des effets à recevoir dépréciés totalise 125 231 \$ (94 451 \$ au 31 décembre 2012). Ces effets à recevoir sont présentés aux états financiers déduction faite d'une provision pour dépréciation de 112 637 \$ (52 291 \$ au 31 décembre 2012). Le montant de perte de valeur afférente aux effets à recevoir est de 79 946 \$ pour l'exercice (128 332 \$ en 2012), alors que la reprise d'une perte de valeur comptabilisée antérieurement sur les effets à recevoir est de 19 600 \$ (308 543 \$ au 31 décembre 2012).

13

Centre Local de Développement (C.L.D.) du Haut-St-François Notes complémentaires au 31 décembre 2013

6 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Thin obligation of the state of			2013
	Foreix	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
Améliorations locatives Équipement informatique Équipement de bureau	71 713 163 954 88 161	\$ 54 703 147 583 80 091	\$ 17 010 16 371 8 070
	323 828	282 377	41 451
		,	2012
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
A set il seed on a language	\$	\$	\$
Améliorations locatives Équipement informatique	71 713 159 474	52 813 141 523	18 900 17 951
Équipement de bureau	88 161	78 073	10 088
	319 348	272 409	46.939
			James do as
7 - CRÉDITEURS			
		2013	2012
Comptes fournisseurs et charges à payer Salaires à payer		108 230 24 960	\$ 41 284 20 808
		133 190	62 092
		, ,	ungerinde des les considérés
8 - DETTE À LONG TERME		2013	2012
		\$	\$
Fonds d'administration	Maria de la companya		, i lita mangora lej
Effets à payer, intérêts calculés à l'échéance el rendement réalisé par la société en commandite - F			
durable, s.e.c., remboursables à compter de 2016		44 745	44 745
Fonds local d'investissement			
Effet à payer, sans intérêt, remboursable à compte jusqu'en juin 2021 (a)	r de juin 2015	1 410 665	1 410 665
Fonds local de solidarité			
Effet à payer, sans intérêt et sans moderemboursement (b)	e prévu de	100 000	100 000

au 31 décembre 2013

8 - DETTE À LONG TERME (suite)

DETTE A LONG TERMIL (Suite)		
and the second s	2013	2012
**************************************	\$	\$
Effet à payer, intérêts au taux de 5 % payables trimestriellement plus une participation au profit, sans mode prévu de remboursement, garanti par la totalité des actifs du Fonds local de		
solidarité (b)	150 000	150 000
	1 705 410	1 705 410

(a) L'effet à payer est remboursable selon les modalités suivantes:

Un prermier versement le 1er juin 2015 égal aux sommes non investies dans les entreprises au 31 décembre 2014. Par la suite, cinq (5) versements annuels et consécutifs le 1er juin de chaque année à partir du 1er juin 2016, égaux aux sommes reçues durant les douze (12) mois précédant le 31 décembre de chaque année à titre de remboursement du capital investi. Un dernier versement le 1er juin 2021 égal à l'évaluation du portefeuille de placement du Fonds local d'investissement au 31 décembre 2020, jusqu'à concurrence du solde du prêt.

(b) Les créanciers n'exigeront pas le remboursement des effets à payer au cours du prochain exercice.

9 - OPÉRATIONS CONCLUES AVEC DES APPARENTÉS

Au cours de l'exercice, l'organisme a versé un montant de 18 814 \$ (19 369 \$ en 2012) pour des services administratifs reçus et 32 480 \$ (31 735 \$ en 2012) pour la location des locaux à un organisme dont certains administrateurs sont les mêmes que ceux du C.L.D. Également, une somme de 261 329 \$ (247 654 \$ en 2012) a été reçue à titre de contributions de ce même organisme.

Ces opérations ont été conclues dans le cours normal des activités et mesurées à la valeur d'échange, soit la valeur établie et acceptée par les parties.

10 - INSTRUMENTS FINANCIERS

Objectifs et politiques en matière de gestion des risques financiers

L'organisme est exposé à divers risques financiers qui résultent à la fois de ses activités de fonctionnement, de placement et de financement. La gestion des risques financiers est effectuée par la direction de l'organisme.

Au cours de l'exercice, il n'y a eu aucune modification de politiques, procédures et pratiques de gestion des risques concernant les instruments financiers. Les moyens que l'organisme utilise pour gérer chacun des risques financiers sont décrits dans les paragraphes qui suivent.

Risques financiers

Les principaux risques financiers auxquels l'organisme est exposé ainsi que les politiques en matière de gestion des risques financiers sont détaillés ci-après.

Rapport financier 43

au 31 décembre 2013

10 - INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Risque de crédit

L'organisme est exposé au risque de crédit relativement aux actifs financiers comptabilisés à l'état de la situation financière. L'organisme a déterminé que les actifs financiers l'exposant davantage au risque de crédit sont les comptes clients, les intérêts courus à recevoir, les apports à recevoir et les effets à recevoir, étant donné que le manquement d'une de ces parties à ses obligations pourrait entraîner des pertes financières importantes pour l'organisme.

Le solde des comptes clients, des apports à recevoir et des effets à recevoir est géré et analysé de façon continue. Au 31 décembre 2013, la direction a comptabilisé une provision pour pertes aux fins du risque de crédit de l'organisme relativement à ces actifs financiers.

Le risque de crédit relatif à l'encaisse est considéré comme négligeable puisqu'elle est détenue dans une institution financière reconnue dont la notation externe de crédit est de bonne qualité.

La valeur comptable à l'état de la situation financière des actifs financiers de l'organisme exposés au risque de crédit représente le montant maximum du risque de crédit auquel l'organisme est exposé. Le tableau ci-dessous résume l'exposition de l'organisme au risque de crédit :

2013	2012
\$	\$
1 007 997	1 187 761
27 476	37 499
251 200	89 176
629 076	604 219
1 915 749	1 918 655
	\$ 1 007 997 27 476 251 200 629 076

La direction de l'organisme estime que la qualité du crédit de tous les actifs financiers décrits cidessus, qui ne sont pas dépréciés ou en souffrance, est bonne à la date des états financiers.

Aucun actif financier de l'organisme n'est garanti par un instrument de garantie ou une autre forme de rehaussement de crédit.

Au 31 décembre 2013, certains effets à recevoir sont dépréciés. Aucun autre actif financier non déprécié n'est en souffrance à la date des états financiers.

Risque de taux d'intérêt

L'organisme est exposé au risque de taux d'intérêt relativement aux passifs financiers portant intérêt à taux fixe.

Un effet à payer porte intérêt à taux fixe et expose donc l'organisme au risque de variations de la juste valeur découlant des fluctuations des taux d'intérêt.

Les autres passifs financiers de l'organisme ne présentent aucun risque de taux d'intérêt étant donné qu'ils ne portent pas intérêt.

Rapport financier 44

au 31 décembre 2013

10 - INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Risque de liquidité

Le risque de liquidité de l'organisme est le risque qu'il éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à ses passifs financiers. L'organisme est donc exposé au risque de liquidité relativement à l'ensemble des passifs financiers comptabilisés à l'état de la situation financière.

La gestion du risque de liquidité vise à maintenir un montant suffisant de trésorerie et d'équivalents de trésorerie et à s'assurer que l'organisme dispose de sources de financement de montant autorisé suffisant. L'organisme établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'il dispose des fonds nécessaires pour acquitter ses obligations.

Au 31 décembre 2013, les échéances contractuelles des passifs financiers (y compris le versement d'intérêts, le cas échéant) de l'organisme se détaillent comme suit :

	Wollis de O			
	mois	6 mois à 1 an	1 an à 5 ans	Plus de 5 ans
	\$	\$	\$	- \$
Créditeurs	128 435			
Dette à long terme			1 455 410	250 000
	128 435	1 × E	1 455 410	250 000

Valeur comptable des actifs et des passifs financiers par catégories

Les actifs et passifs financiers de l'organisme, totalisant respectivement 2 024 935 \$ et 1 825 963 \$ (2 026 881 \$ et 1 760 361 \$ au 31 décembre 2012), ont tous été classés dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût après amortissement.

11 - ENGAGEMENT

L'organisme s'est engagé d'après un contrat de location échéant le 30 avril 2014 à verser une somme de 10 893 \$ pour ses locaux. Le paiement minimum exigible pour le prochain exercice s'élève à 10 893 \$.

Rapport financier 45

Rapport annuel 2013 AGA 2014

3.2 Prévisions budgétaires

BUDGET 2014

REVENUS Approuvé par le CA le 11 décembre 2013	Opérations	Fonds et programmes	2014 TOTAL
QUOTES-PARTS et ENVELOPPE MFE			
QP MRC	192 281		192 281
BONIFICATION - MRC	13 675		13 675
ENVELOPPE INTÉGRÉE MFE	482 995	80 000	562 995
BONIFICATION-MFE	13 675		13 675
QUOTES-PARTS DÉDIÉES		10.000	10.000
QP MRC CDAS (D)		10 000	10 000
QP MRC- PARC ENVIRONNEMENTAL		45 373	45 373
REVENUS de FONCTIONNEMENT et PROJETS			
FINANCEMENT - FRAIS DE GESTION	2 000		2 000
SUBVENTIONS DÉDIÉES			0
ENTENTE DE GESTION STA	35 000		35 000
ENTENTE CULTURELLE (MCC)	44.000	15 000	15 000
VILLES ET VILLAGES D'ART ET DE PATRIMOINE (VVAP)	14 000		14 000
Agent Rural (MAMROT)	26 000		26 000
AUTRES REVENUS			
REVENUS D'INTÉRÊTS	600		600
AFFECTATION SURPLUS ACCUMULÉS			
AFFECTATION SURPLUS - Entente culturelle 2013		30 000	30 000
AFFECTATION SURPLUS - Entente culturelle 2014		15 000	15 000
AFFECTATION SURPLUS - PALEE 2015		25 000	25 000
AFFECTATION SURPLUS - AXE I		57 000	57 000
AFFECTATION SURPLUS - AXE II		43 000	43 000
AFFECTATION SURPLUS - AXE III		2 000	2 000
AFFECTATION SURPLUS - Entreprises	10.001	46 000	46 000
AFFECTATION SURPLUS - Financement des opérations	49 224		49 224
TOTAL DES REVENUS	829 450	368 373	1 197 823
Revenus autonomes, sans utilisation des surplus	780 226		780 226

DEPENSES	Opérations –	programmes	2014
		programmes	TOTAL
CONCTIONNEMENT INTERNE			
TÉLÉPHONE	7 000		7 000
ASSURANCES	3 600		3 600
FRAIS DE POSTE	750		750
LOYER	32 987		32 987
LOCATION ET EQUIPEMENT	2 000		2 000
FOURNITURES DE BUREAU	7 000		7 000
ASSOCIATIONS & ABONNEMENTS	8 000		8 000
ENTRETIEN/RÉPARATION LOCAUX	500		500 100
FRAIS BANCAIRES ET AUTRE FRAIS COMPATABILITÉ et SERVICE de PAIE	100		100
VÉRIFICATION COMPTABLE	12 000		12 000
SERVICES ADMINISTRATIF M.R.C.	18 529		18 529
RAIS DE RÉUNIONS	10 323		10 323
AGA	2 000		2 000
Déplacements et représentations	17 100		17 100
RESSOURCES HUMAINES			
Gestion des ressources humaines	6 500		6 500
CONGRÈS	2 000		2 000
SALAIRES	535 714		535 714
ÇHARGES SOCIALES	95 226		95 226
PORTION DIRECTION GÉNÉRALE - MRC-CLD	43 674		43 674
NFORMATIQUE			
ÉQUIPEMENT INFORMATIQUE	4 000		4 000
LOGICIEL INFORMATIQUE	1 000		1 000
ENTRETIEN INFORMATIQUE COMMUNICATIONS	4 000		4 000
COMMUNICATIONS COMMUNICATION & PROMOTION	13 000		13 000
PROJETS SPÉCIAUX	13 000		13 000
PARC ENVIRONNEMENTAL		45 373	45 373
CDAS		10 000	10 000
POLITIQUE DE RURBANISATION		10000	10000
(2013) Inventaire - musée d'Eaton Corner		10 000	10 000
(2013) Inventaire du patrimoine		20 000	20 000
(2014) 100e ann. Bureau de poste EA		6 000	6 000
(2014) Bonification C des C - Musée EC		10 000	10 000
(2014) Inventaire des savoirs faires		14 000	14 000
UTRES PROJETS			
Élaboration PALEE 2015-2020		25 000	25 000
Utilisation des surplus - Axe I		57 000	57 000
Utilisation des surplus - Axe II		43 000	43 000
Utilisation des surplus - Axe III		2 000	2 000
ERVICE-CONSEIL et FONDS			
FRAIS DE GESTION DES FONDS	1 000		1 000
CORPORATION CLD ESTRIE	3 000	25.000	3 000
FONDS DÉMARRAGE PROJETS ÉCONOMIE SOCIALE		35 000	35 000
		20 000	20 000
PROJETS - FONDS ÉMERGENCE		25 000 21 000	25 000
Autres subventions CLD pour entreprises SOUTIEN A LA STRATEGIE ENTREPRENEURIALE		25 000	25 000
MORTISSEMENT		23 000	23 000
AMORT. AMÉLIORATIONS LOCATIVES	8 770		8 770
AUNCINI. AUNCINITIONS ESCATIVES	00		3773
DÉPENSES TOTALES	829 450	368 373	1 197 823
Dépenses d'opérations, sans utilisation de surplus (- amort.)	820 680		
, , , , , , , , , , , , , , , , , , , ,		i	1
SURPLUS/DÉFICIT	(0)	0	(0)

4. Revue de presse 2013

Repas de Noël

Des organismes et employés s'impliquent

par Pierre HÉBERT
es employés du Centre local de développement
(CLD), de la Société d'aide au développement de la
collectivité (SADC) et de la Municipalité régionale de
comté (MRC) ont mis la main à la pâte en décembre dernier
aux Cusiènes collectives d'Esat Angus dans ce qui est devenu
la traditionnelle opération «Paniers de Noël».



Nous apercevons de gauche à droite debout, Jerry Espada, Rémi Vachon, Michel Morin, Julie Pomerleau et Pierre-Marc Choinière. Dans le même ordre assis, Cécile Girard, Simon Bhérer, Nicole Lachance et Robert Myre. Absente Marie-Ève

L'initiative amorcée par le
CLD en 2009 devient de plus
en plus populaire et d'autres
organismes se piojgennt au
groupe pour faire des repas
pour Noël. De 65 paniers
ec employées du CLD, de
a SADC et de la MRC a

Absente Sylvie Hamel.

Angus, elles ont prêté gracleusement les locaux, ustenrents, la poursuite d'un objecseles employées du CLD, de
anisi que leur savoir-faire foir travailler ensavoir-faire foir und propriet foir travailler ensavoir-faire foir

SADC, Le CLD, le Carrefour SADC. Le CLD, le Carrefour jeunesse-emploi (CJE) et le Syndicat des employés du CLD ont complété la levée de fonds, Quant aux Cuisines collectives d'East

été nécessaire à laquelle d'East Angus a offert un d'une même cause, on sent une énergie capable de transdes administrateurs de la IGA Cookshire a fourni les cender tous les obstacles. IGA Cookshire a fourni les barquettes d'emballage des desserts. «Ce projet est non seulement utile pour cer-rains citoyens du Haut-Saint-François, mais il démontre que même si nos mandats



De gauche à droite, nous apercevons Cyrielle Loyer, Brigitte Audet, François Charland, David Leclerc et Isabelle Couture. Absente Svlvie Hamel

J'aimerais pouvoir voir et vivre cette énergie autour du développement du territoire avant ma retraite», de compléter Jerry Espada, employé au CLD du Haut-Saint-François.



De gauche à droite, nous retrouvons Benoît St-Germain Sylvain Lamontagne, Daniel Spénard, Marcel Pouliot, Iacque Lessard et Laval Aubé. À l'avant-plan, nous retrouvons Camill Aubé, Nathalie Duranieau et Marie-Soleil Aubé.

Journal Le Haut-Saint-François 16 janvier 2013



Prospection industrielle internationale

On poursuit les efforts

par Pletre HÉBERT

A prospection industriclle est un travail de résultats se font souvent sentre urue période à moyent claure de troite de trois prospecteurs. La visite de trois groupes de promoteurs dont de developres accours de la dernière amée a convaincu le Centre local de dévelopre ment (CLD) du Haut-Saint-François de poursuivre dans le mandat de PHD distribuie le mandat de l'art, par appel d'offres, de précise Permard Ricard, directeur adjoint present pour tous de la firme comprenant Réal Patry et Pierre Harry s'est frait selon les règles de l'art, par appel d'offres, de précise Permard Ricard, directeur adjoint present pour tous de la firme comprenant Réal Patry et Pierre Harry s'est frait selon les règles de l'art, par appel d'offres, de précise Permard Ricard, directeur adjoint present pour tous de la firme comprenant Réal Patry et Pierre Harry s'est frait selon les règles de l'art, par appel d'offres, de précise Permard Ricard, directeur adjoint present pour tous de la firme comprenant Réal Patry et Pierre Harry s'est frait selon les règles de l'art, par appel d'offres, de précise Permard Ricard, directeur adjoint present pour tous de nouve preneur pour de se sepaces houses de l'art, par appel d'offres, de précise Permard Ricard, directeur adjoint present pour tous de nouve preneur pour de se sepace de l'art, par appel d'offres, de précise Permard Ricard, directeur adjoint present pour tous de nouve preneur pour tous de la frait de l'autour de l'autour de la frait de l'autour de l'autour de l'autour de la frait de l'autour de l'auto



Bernard Ricard, directeur adjoint au CLD du Haut-Saint-François, mentionne que le rôle de l'équipe de prospecteurs est d'établir des contacts internationaux, ce que ne pourrait faire l'organisme seul.

Journal Le Haut-Saint-François





LES CHRONIQUES DU CLD



Moulures et boiseries distinctives

Un rêve réalisé pour François Gosselin cier, le promoteur mentionne bénéficier régulièrement d'un suivi que ce soit par de l'infor-

Publireportage
François Gosselin,
propriétaire de Moulures boiseries distinctives. entreprise située au 4951, route 112 à Ascot Corner, a réalisé son rêve de lancer son entreprise. Avec l'aide du Centre local de développement (CLD) du Haut-Saint-François, l'entre-preneur a été en mesure de bien se préparer et d'aller chercher les appuis tech-niques et financiers nécessaires qui lui ont permis de saires qui lui ont permis de faire de son projet une réalité.

«Je connaissais un peu la procédure, car j'ai déjà été à mon compte, mais ça faisait longtemps. J'ai été au Centre local d'emploi (CLE). J'ai dit que je voulais me partir en affaires et on m'a référé au CLD. On m'a aidé à élaborar me alon d'éffaires. borer mon plan d'affaires avec prévisions budgétaires, à faire un portrait de ce que je pouvais avoir besoin comme financement et autres. On a préparé des documents pour



François Gosselin met ses 28 années d'expérience à votre

obtenir du financement. C'est important de ne pas arriver les ns vides devant un banquier et de s'associer avec des gens qui connaissent leur saffaires», exprime M. Gosselin.

Ce dernier ajoute bénéficier de la mesure Soutien au travail autonome (STA) ce qui lui permet d'implanter son entreprise en bénéficiant entre autres d'une subvention salariale. Outre l'aspect finan-

mation, du réseautage ou le partage de connaissance dans d'autres domaines. La prépa-ration joue un rôle important dans le lancement d'entreprise. Pour M. Gosselin, cela lui porte fruit puisqu'il avait déjà atteint ses prévisions budgétaires pour l'année, et ce, seulement après huit mois d'activité. **Produits**

M. Gosselin oeuvre dans le domaine du bois depuis plus de

28 ans. L'entreprise produit des moulures standards, mais plus particulièrement des produits spécialisés. «J'ai toujours eu le goût d'approfondir plus le travail du bois sur mesure. Je voulais un contact direct avec mes clients. J'ai emmagasiné de l'information au fil des années et je veux en faire bénéficier les clients qui ont des demandes spécifiques. Je peux créer et produire des choses sur mesure pour que la maison soit unique. Je peux faire des orne-ments non standards. Je suis en mesure de reproduire des ornements décoratifs centenaires qui seraient détruits à cause d'un sinistre. Je peux faire des ornements intérieurs et extérieurs comme des colonnes.

M. Gosselin peut faire des boiseries, des moulures, des cadrages, des composantes d'escalier et bien d'autres sur mesure. Il est également dis-ponible pour se rendre sur place, prendre les mesures et soumettre une offre de service Outre cet aspect particulier, le promoteur offre également des produits standards comme des moulures, des plaintes, du sup-port mural, du lambris et autres. «Tout ce qui se fait en bois stan-dard et hors standard, ça se fait

ici», affirme avec conviction le propriétaire. M. Gosselin a plusieurs cordes à son arc et est en mesure de faire de la composante commerciale et résidentielle, et ce, dans

et résidentielle, et ce, dans différentes essences de bois. Celui qui n'a pas encore terminé sa première année d'existence songe déjà à aménager une salle de démons-tration dans laquelle il entend

mettre en évidence entre autres les boiseries et les portes intérieures.

Tél.: 819 791-7757 Cell.: 819 943-7757 Téléc.: 819 791-7716 moulures.b.d@videotron.ca

Conseils et annonces du CLD



uarche et s'assurer de la rentabilité du projet selon les paramètres ui l'influencent. lependant, au-delà de ce que je viens de mentionner, le lan d'affaires est un outil d'aide à la prise de décision pou entrepreneur. Premièrement, il doit impérativement se uestionner s'il veut concrétiser son projet et si celui-ci lui permet 'atteindre ses objectifs propres. Deuxièmement, c'est un outil dispensable pour susciter l'intérêt des bailleurs de fonds et btenir du financement.

ctientele cible.

nalement, une fois l'entreprise en activité, il est importan
faire les suivis appropriés pour voir si nous atteignons nos
jectifs. De plus, il est primordial de rester alerte à
nvironnement externe, en perpétuel changement, et de
revoir les nouvelles opportunités et menaces qui s'en dégagent
ur ajuster le tir.

LE HAUT-SAINT-FRANCOIS • 30 janvier 2013 • PAGE 9

LES CHRONIQUES DU CLD



Boucherie Carl Desmarais

Un abattoir de proximité à Weedon

par Jean-Claude VÉZINA Carl Desmarais, de Weedon, n'a pas froid aux yeux! C'est le moins qu'on puisse dire de ce jeune boucher qui, ayant pris la relève de son père offre un service polyvalent d'abattage de diverses espèces animales et de leur transformation en produits finis. Membre de l'Association pour la conservation des petits abattoirs, il possède un permis d'abattoir transitoire émis par le MAPAO. Sage, il a eu recours aux compétences des gens du Centre local de développement (CLD) pour définir un plan d'affaires vec la collaboration de Simor Bhérer, conseiller en gestion d'entreprises, et Pierre-Marc Choinière, analyste financier.

Ce faisant, le jeune homme a pu procéder à l'acquisition de la boucherie, que finance en partie son père, et se lancer dans travail en toute confiance Il a même prévu quelques améliorations. M. Choinière expliquait que

le CLD avait consenti un prêt sans intérêts dans le cadre du programme FLI-Relève. Carl a profité d'autres avantages telle la subvention des jeunes entrepreneurs qui offre un montant



Pierre-Marc Choinière, analyste financier du Centre local de développement du Haut-Saint-François, accompagné à gauche de Carl Desmarais, nouveau propriétaire de la boucherie et au centre

équivalent à 10 % de la valeur du projet, sans dépasser 5 000 \$. Par le biais du Centre local d'emploi, il a aussi eu droit à un programme de Soutien au travailleur autonome (STA) d'une durée de 40 semaines. MM. Desmarais père et fils ont été accompagnés et bien chapeautés dans la transaction par leur conseiller juridique et leur comptable, ce qui leur a permis

de faire une transition dans les règles de l'art.

Pour sa part, M. Bhérer a encadré M. Desmarais dans la rédaction du plan d'affaire ce qui l'a aidé dans l'obtention de la subvention dans l'obtention de la subvention jeune entrepreneur. Grâce à la subvention Jeune Entrepreneur, M. Desmarais a pu financer une partie du rachat de l'entreprise et aussi à participer au pro-

des jeunes entrepreneurs au Maghreb qui est chapeauté par le professeur Gilles Saint-Pierre de l'Université de Sherbrooke Le programme est une formation en entrepreneuriat qui est offert dans un pays du Maghreb et pour l'édition 2012, la formation a eu l'édition 2012, la formation a eu lieu à Sousse en Tunisie. Durant la formation, les participants ont dû préparer et présenter un projet d'affaire à un jury. L'équipe de M. Desmarais a présenté un projet de revalorisation de matières résiduelles. Grâce à leur projet, ils ont terminé en première position de tous les projets présentés durant cette formation. Un des membres du jury semblait avoir un intérêt particulier pour le projet car Sousse est une région touristique et il y a beaucoup de déchets créé par l'activité touris-tique locale. S'arrêtant pour leur projet sur l'idée de revaloriser les matières résiduelles, les membres de son équipe et lui l'ont si bien travaillé, qu'ils ont terminé premiers. Et même, un membre du jury du pays souhaiterait l'appliquer sur place, puisque l'activité touristique y génère beaucoup de déchets.

À sa boucherie, Carl abat toutes sortes de bêtes, de la volaille au projet sur l'idée de revaloriser les

bœuf en passant par le porc et naux sauvages. Il peut les cueillir directement à la ferme où l'éleveur peut lui amener le fruit de son élevage. Il sait répondre

elients tant pour la congélation que le méchoui, produire de la charcuterie, fumer le jambon à la façon traditionnelle.

La relève d'entreprise :



Le Centre local de développement (CLD) du Haut-Saint-François peut aider financièrement lors d'un processus de relève avec le prêt Fonds local d'investissement pour la relève (FLI Relève) et le Fonds jeune entreprise (JE). Dans le premier cas, l'aide est ur prêt ansa intérêts d'un maximum de 25 000 \$ sur un terme de cinc

LE HAUT-SAINT-FRANÇOIS • 27 février 2013 • PAGE 9



LES CHRONIQUES DU CLD



Un transfert d'entreprise

Ça se prépare de longue main

Publireportage

« La culture dans laquelle s'est développée mon entreprise, je veux que ça continue ». Le respect des employés, de l'environnement et l'implication dans le milieu ont amené Gilles Denis à construire son IGA à Cookshire-Eaton selon des normes LEED. La passion qui l'anime et qu'il veut transmettre, «ça ne pousse pas dans les arbres », lance-t-il en riant.

M. Denis prévoit passer les commandes de son entreprise à son fils Pierre dans une dizaine d'années. « Pierre a 23 ans, les employés l'ont vu très jeune dans mon ancienne épicerie. Pourtant, il lui reste beaucoup de choses à apprendre d'ici là », explique-t-il. L'aide qu'il a lui-même reçue du CLD du Haut-Saint-François, il souhaite qu'il sache l'utiliser à bon escient.

Poursuivant sur sa lancée, le propriétaire ajoute que ce n'est pas tout de bien connaître les différentes sections de l'épicerie. « La première démarche, c'est de découvrir le magasin avec tout ce que ça implique. Ces temps-ci, Pierre travaille dans le rayon des fromages et charcuteries. Il est très content de ce qu'il fait».

Au-delà de l'appropriation des différents services, il faut former la relève pour qu'elle soit efficace et qu'elle aime passionnément ce genre de commerce. M. Denis souligne l'aide que lui apporte le directeur de l'entreprise, Marcel Charpentier.

Pierre suit aussi toutes sortes de cours, entre autres, celles que fournit la chaîne de magasins Sobey's. L'intégration se fait à long terme, il doit démontrer la maîtrise de ses compétences pour atteindre le succès. De plus, il doit prouver qu'il réussit bien dans la gestion du personnel.

Formé aux HEC de



Gilles Denis

Montréal, M. Denis a pris son expérience à la Fédération des coopératives de consommateurs avant de venir exploiter sa première épicerie à Cookshire à partir de 1988. «C'était difficile parce que le volume des ventes était faible », se rappelle M. Denis.

C'est pour ça qu'il a relevé le défi de construire un IGA LEED en 2010. Âgé de 66 ans, il accepte de ne pas être à la retraite. M. Denis compte atteindre une rentabilité permettant un transfert viable de l'entreprise d'ici 10 ans.

M. Denis reconnaît qu'il a beaucoup réfléchi avant de se lancer dans l'aventure. « Quand j'ai accepté de construire, je voulais remercier les gens qui ont eu confiance en moi. Je souhaite être digne de cette fidélité encore et c'est la raison qui me pousse à diminuer l'empreinte écologique de l'entreprise et de lui donner l'image de marque de celle qui s'implique dans le milieu».

M. Denis sait que c'est difficile d'être dans les affaires et il constate que, souvent, les propriétaires d'entreprises vont cacher leur situation. Au contraire, ils doivent s'entourer, bâtir une équipe et lui faire confiance même si les choses ne sont pas faites exactement comme eux le feraient, explique t-il.

La relève d'entreprise :



Saviez-yous que la planification de la relève d'entreprise est souvent négligée? Plusieurs entrepreneurs ont probablement passé plus de temps à produire leur ler plan d'affaires que de planifier leur relève; cependant, les deux étapes sont très importantes dans la vie d'une entreprise.

Lors du processus de relève, le relevé devrait consulter un fiscaliste pour limiter l'implication fiscale tiée à la vente de son entreprise et d'un planificateur financier pour connaître ses besoins monétaires lors de sa retraite. Le fiscaliste pourra aider le vendeur à abaisser sa charge fiscale en utilisant pfusieurs stratégies et d'essayer de trouver un gagnant gagnant entre ses intérêts et ceux de l'achteteur. Car les deux n'ont pas les mêmes intérêts dans la transaction, D'un point de vue vendeur, il est plus avantageux de vendre les actions de l'entreprise, car il aura a coès à plusieurs stratégies pour limiter et diffèrer sa charge fiscale. Du côté acheteur, il est de son intérêt d'achtet les actifs de l'entreprise, car il aura la possibilité de prendre des plus grosses charges d'amorrissement dans les premières années et aussi il se protège de certains recours contre l'entreprise achetée. Dans le cas d'une relève familiale ou une relève par un employé clé, la stratégie généralement utilisée est un gel successoral. La stratégie est de geler les capitaux propres actuets de l'entreprise en réorganisant son capital de l'entreprise. Du fait même, le propriétaire actuel d connaît déjà les implications fiscales de la vente de son entreprise et peut prendre des mesures pour amoindrir les effets. Il pourra aussi profiter de l'exchération de 750 000 S sur ses gains en capitaux liés à la vente des actions d'une société exploitant une petite entreprise (SEPE) et il y a quelques critères à respecter pour être considéré une SEPE. Un bon fiscaliste pourra vous aider dans vos démarches. Si la l'aclève est planifiée, il sera plus facile d'utiliser cette mesure. Grâce au gel successoral, il est possible de créer une nouvelle catégorie d'actions ordinaires qui permettra de céder le contrôle de l'entreprise d'artions ordinaires à 1 \$).

Le CLD peut aider financièrement et techniquement lors d'un processus de relève. Le CLD offre les aides financières suivantes: le prêt FLI relève et la subvention jeune entrepreneur. Dans le premier cas, l'aide est un prêt sans intérêts d'un maximum de 25 000 \$ sur un terme de 5 ans et dans le deuxière cas, l'aide est une subvention représentant 10% des coûts du projet jusqu'à maximum 5 000 \$. Les deux peuvent être intégrés dans le montage financier du rachat pour le releveur et servir de fonds pour les obligations fiscales à court et moyen terme du relevé.

PAGE 10 · LE HAUT-SAINT-FRANÇOIS · 27 mars 2013

Propulsez votre entreprise vers le Haut

Une initiative du CLD et du CLE pour les promouvoir

par Jean-Claude VÉZINA

nitié depuis peu par le Centre local de développement (CLD) du Haut-Saint-François et le Centre local d'emploi (CLE), le concours «Propulsez votre entreprise vers le Haut» a permis de sélectionner 6 entreprises du Haut-Saint-François, âgées de 1 et 5 ans. Les organisateurs ont recu 19 inscriptions, parmi lesquelles ils ont retenu les candidatures d'Animation des Cantons, de Johanie Vachon-Vallières, d'Ascenseur de l'Estrie, de Pascal Lafond, de la Ferme d'ORée, de Gert Janssens et Sarah Hui, de Formation Chonos, de Marie Cosquer, des Plantules des Cantons, de Martin Lapierre et de Sim-Art Ébénisterie inc., de Véronique Doyon et Hugo Simard.

Le concours, propre à la MRC du Haut-Saint-François, se fixe, entre autres objectifs, d'amener



Simon Bhérer, conseiller aux entreprises.

les jeunes entrepreneurs « à réfléchir sur leur développement en étant réalistes ». Simon Bhérer, conseiller aux entreprises au CLD, spécifie: « Ce n'est pas parce que les autres n'ont pas été choisies qu'elles sont délaissées ». La sélection reposait sur des critères bien précis et c'est à partir de ces derniers que le jury les a présélectionnés.

Le CLD et le CLE ont engagé 10 000 \$ dans le concours. Une présentation des finalistes aura lieu plus tard et nous apprendrons l'ordre des gagnants. Les prix seront distribués ainsi: 4 500 \$ au premier, 2 500 \$ pour le deuxième et 1 500 \$ au troisième. Les autres recevront 500 \$. Ces sommes pourront servir à acheter de la publicité, à assister à des formations, et même, elles pourront être investies dans son bon fonctionnement.

M. Bhérer souligne la participation des autres organismes qui ont promu le concours. Pour joindre toutes les entreprises, le Carrefour jeunesse-emploi, la Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) du Haut-Saint-François, la Commission scolaire des Hauts-Cantons et la Chambre de commerce du Haut-Saint-François n'ont pas ménagé leurs efforts.

D'ici l'annonce officielle de l'attribution des prix, les jeunes entrepreneurs peaufineront leur dossier avant de les déposer au jury dont il est dit qu'ils sont les meilleurs de la MRC.

Journal Le Haut-Saint-François 27 mars 2013

Le CLD et le CLE du HSF propulsent des entreprises vers le Haut Six entrepreneurs se partagent 10 000 \$ en prix

par Jean-Claude VÈZINA

e Centre local de développement (CLD) et le Centre local d'emploi (CLE) du Haut-Saint-François ont local d'emploi (CLE) du Haut-Saint-François ont entreprises à gravir les échelons qui leur permettront d'attendre le Haut. Cette initiative de venir en aide aux nouveaux entrepreneurs a pris la forme de 6 montants d'argent à investir pour combler des besoins bien ciblés. par Jean-Claude VÉZINA



Derrière, Simon Bhérer du CLD, Marc Reid du CLE, Pascal Lafond d'Ascenceurs de l'Estrie, Hugo Simard et Véronique Doyon de Sim-Art Ébenisterie, Michel Morin du CLD. Devant. Sara Hui de la Ferme D'Orée, Martin Lapierre, des Plantules des Cantons, Marie Cosquer de Formation Chronos et Johanie Vachon-Vallières, d'Animation des Cantons. À l'invitation lancée du CLE et du CLD.

À l'invitation lancée par les deux promoteurs de « Propulsez votre entreprise vers le Haut », 19 d'entre elles ont répondu. En fonction de critères prédéfinis, un premier tri a permis de retenir 6 can-didatures qui se sont partagé 10 000 \$ provenant de fonds

du CLE et du CLD.
Marie Cosquer a gagné
500 \$. Elle propose de
l'E-learning Elle produit pour
une entreprise une formation une entreprise une formation spécifique que peuvent suive, par le biais de l'informatique, les employés dans le confort de leur foyer. Son prix, elle

va l'investir pour parfaire ses connaissances. Elle sou-haite s'inscrire à un cours de marketing et se créer un plan commercial, avec Frédéric Parissier de l'Université de Sherbroke.

commercial, avec Frédéric
Parissier de l'Université de
Sherbrooke.
Joanie Vachon-Vallières
Son promet d'acheter, avec les
so promet d'acheter, avec les
so promet d'acheter, avec les
so promet d'autres entraîneurs
qui enseigneront le cheerleading. Sara Hui, aproduction
vegétale et animale naturelle avec son conjoint Gert
Janssens, entend bien investir
les 500 \$\$ dans l'achat d'un
appareil pour faire de la sauacisse à partir du bœuf, du porc
et d'agneau qu'is élèvent. Les
propriétaires veulent ajouter
cette spécialité à leur offre.
Martin Lapierre produit
depuis quelques années des
planules pour des hôteliers
et des restaurants haut de
et des restaurants haut de
gamme. Intégrés dans l'assiette, ces végétaux qui en
sont à leurs premières feuilles
sont en forte demande. Pour
améliorer ses produits, il va
méliorer ses produits, il va
investir dans un système de
contrôle du climat dans son

l'ecoènergie et la protection de l'environnement. Il prévoit augmenter, ce faisant, on chiffre d'affaires de 30 %.

Pascal Lafond installe des est à sa 5º année d'opération. Fier de dire que son approvisionnement en équipement en équipement en équipement est majoritairement québécois, il fournit ses services tant aux particuliers, à leur domicile, qu' à la grande entreprise, comme le CHUS. Il souhaite utiliser le 2 500 5 pour faire produre une vidéo corporative qui lui servira à promouvoir sa spécialité.

Hugo Simard et Véronique Doyon ont remporté le prix de 4 500 S. Créateur et fabricant d'urnes funéraires pour les d'urnes funéraires pour les d'urnes funéraires pour les d'urnes funéraires pour les animaux de compagnie its

4 500 S. Créateur et fabricant d'urnes funéraires pour les animaux de compagnie, ils entendent élargir leur gamme de produits. Confectionner des meubles pour les amis des hommes fait partie de leur projet. L'argent gagné, ils prévoient l'employer pour monter un plan de commercialisation, une stratégie de mise en marché et la planification de nouveautés. de nouveautés.
Pour les juges Isabelle
Blais de PAA, pièces d'auto,

fournitures industrielles, Yves Vachon de Céramique Vachon, René Couture du IGA Couture East Angus et Yvon Bégin de la Ferme la Paysanne de Bury, le travail n'a pas été de tout repos. Pourtant, ils se

sont réjouis de mener à bon port leur jugement. Satisfaient des résultats, les responsables analyseront les responsables analyseront le tout avant de prendre une décision concernant la recon-duction ou non de l'initiative.

Journal Le Haut-Saint-François 10 avril 2013

Centre local de développement du Haut-Saint-François

Récompenses en argent



soumis par Céline Gagné

de leurs travaux de restauration. e Centre local de développement (CLD) du Haut-Saint-François (HSF)

dévoilait, ce 7 avril, les trois gagnants du concours « Mon patrimoine, j'en prends soin ».

Trois propriétaires de maisons anciennes sont récompensés par le

Centre local de développement du Haut-Saint-François pour la qualité

- Marc Saint-Laurent et Sonia Laverdière (Cookshire-Eaton) gagnent la somme de 10 000 \$.
- Serge Beaudoin et Mélanie Saint-Pierre (Cookshire-Eaton), la somme
- Suzanne Lapointe (Lingwick), fille de Fernand, gagne la somme de

Ces trois propriétaires ont effectué, depuis 2011, des travaux de restauration de très grande qualité sur leur résidence.

Toutes nos félicitations à Mme Suzanne Lapointe. R

Le Reflet du canton De Lingwick 18 mai 2013





Journal Le Haut-Saint-François 8 mai 2013



LES CHRONIQUES DU CLD



Resto du Vieux Tonneau

Un rêve réalisé avec la participation du CLD

Publireportage

Grâce à l'appui technique et financier du Centre local d'emploi (CLD) du Haut-Saint-François, Sonia Gosselin est à même de réaliser son rêve, celui de créer son restaurant. Propriétaire depuis peu de la Cantine Chez Paulo à Cookshire-Eaton, la femme d'affaires transforme l'endroit qui devient le Resto du Vieux Tonneau.

«Ça fait presque sept mois que je travaille sur le projet. J'ai été au CLD pour avoir des conseils. Je ne pensais même pas à l'aspect financier; c'est un monde inconnu pour moi. On a fait un bilan financier pour voir si le projet était réalisable, si on pouvait atteindre cer-tains objectifs. On a fait une étude de marché et monté un plan d'affaires. Pierre-Marc Choinière, analyste financier au CLD du Haut-Saint-François, mentionne que Mme Gosselin bénéficie d'une subvention dans le cadre du programme Jeunes entreprises et d'un prêt provenant du Fonds local



Nous retrouvons de gauche à droite Pierre-Marc Choinière, analyste financier au CLD, Sonia Gosselin, propriétaire, et Kevin Robin, chef cuisinier au Resto du Vieux Tonneau.

d'investissement (FLI) relève. ca n'avait pas été du CLD, je n'aurais pas démarré mon entreprise », mentionne d'un ton convaincu la femme d'affaires. Cette jeune entre-prise, en activité depuis lundi dernier, procure du travail à sept personnes.

Le Resto du Vieux Tonneau, de style rustique moderne, veut se démarquer en offrant en un seul endroit un menu familial traditionnel et un volet gastronomique offrant des produits du terroir.

provenant autant que possible du Haut-Saint-François. Les tables d'hôte sont offertes du vendredi au dimanche et comprendront en dessert un assortiment de cupcakes provenant de Petits Cupcakes de Cookshire-Eaton. La propriétaire mentionne avoir aménagé une grille pour faire entre autres des grillades de steak, brochettes, hamburgers et hot dogs. L'aménagement d'une terrasse pouvant ac-cueillir 35 personnes permet à la clientèle de déguster un bon repas à l'extérieur ou de

différentes bières provenant de microbrasserie ou de marque traditionnelle

Le chef cuisinier diplômé de Québec, Kevin Robin, mettra son grain de sel ce qui fera la différence. À travers son menu traditionnel, pizza, poutine et autres, on retrouvera les spéciaux du midi avec quatre choix comprenant un menu traditionnel, une sorte de pâtes fraîches, une pizza croûte mince et du poisson. Le menu se démarquera par ses particularités comme le fondant de fromage fait avec du St-Benoit, un oignon fleuri, les ciabbatas et des salades printanières avec des vinaigrettes à base de fines herbes

Sonia Gosselin a décidé de réorienter sa carrière après que son bureau eu été transféré à Sherbrooke. «Je veux travailler près de chez nous avec les gens que je connais. J'aime travailler avec le public et tra-vailler debout ». Le Resto du Vieux Tonneau est maintenant ouvert du lundi au mercredi de 7 h à 20 h et du jeudi au dimanche de 7 h à 21 h.

Pourquoi faire des prévisions financières?



Les principales raisons sont pour la gestion et pour le financement. Pour beaucoup de promoteurs, l'étape des prévisions financières est un cauchemar, car ils doivent chiffrer leurs ventes, leurs dépenses futures et la structure financière de l'entreprise, en plus de prouver leurs hypothèses. Cependant, le promoteur une des parties les plus éles prévisions financières sont une des parties les plus importantes du Junal d'affaires. Pourquoi les prévisions financières sont innyerates que la puis que l'argent est le nerf de la guerre en affaires. Pourquoi les prévisions financières sont un très bon outil pour le promoteur, car il peut voir ses bons coups et mauvais coups de son entreprise et en même temps mieux contrôler es dépenses. Il doit le voir comme un outil de gestion. Grâce aux prévisions financières, l'entrepreneur peut comparer ses chiffres réels versus les prévisions. À l'aide de cet exercice, le promoteur peut faire une analyse des écarts et prendre les décisions dans le but d'améliorer les performances financières de son entreprise. Une autre raison est qu'avec de bonnes prévisions financières, le promoteur va pouvoir bien gérer ses trésoreries en faisant un budget de caisse.

Une autre raison est qu'avec de bonnes prévisions financières, le promoteur va pouvoir bien gérer ses trésoreries en faisant un budget de caisse. Il va pouvoir voir ses périodes d'abondance et de vache maigre durant l'année et s'ajuster de façon à prendre les bonnes décisions financières. Une des principales causes de failité d'entreprise est que celle-ci manque de liquidités pour faire face à ses obligations à court terme. D'un tout autre ordre d'idée, les prévisions financières sont très importantes, car elles servent à convaincre un banquier ou tout autre investisseur à investir dans votre projet. Contrairement à la croyance populaire, le banquier n'est pas un méchant monsieur qui dit non pour le plaisir d'être méchant. Son rôle est de vous prêter de l'argent et obtenir le meilleur rendement possible tout en limitant son risque. Dites-vous que, si un banquier investi dans votre projet, c'est signe qu'il croît en vous et à votre projet.

que, si un banquier investi dans votre projet, c'est signe qu'n cron en vous et à votre projet. Avant d'investir dans un projet, le banquier regarde cinq éléments essentiels. Le première est de s'assurer que son client a les capacités de rembourser les sommes investies dans un délai raisonnable. Le deuxième est si son client est capable d'offirir des garanties pour protéger son investissement. Le troisème est si son client a le capital nécessaire à investir dans son projet. Le quatrième élément est l'environnement interne et externe de l'entreprise. Le cinquième et le plus important est l'enveronnement interne et externe de l'entreprise. Le cinquième et le plus important est l'enveronnement.

Interne e exterior de l'endeprise. Le cinquente et le pius important est la personnalité du promoteur. Pour conclure, le Centre local de développement (CLD) du Haut Saint François est toujours présent à vous aider financièrement avec ses pro-grammes de prêts et de subventions et à vous épauler dans l'élaboration de prévisions financières de votre entreprise. Le CLD est aussi disponible pour vous soutenir dans tous les aspects de votre entreprise.

Les dimanches culturels en famille

Des activités gratuites pour les jeunes de 10 h 30. Simon est un développement culturel au nouvageur sans CLD mentionne que l'obiec-

par Pierre HÉBERT

es ieunes du Haut-Saint-François seront gâtés au cours de l'été sur le plan culturel en avant accès gratuitement à trois spectacles d'artistes professionnels qui seront présentés les dimanches à Lingwick, Weedon et Dudswell.

L'initiative « Les dimanches culturels en famille», une première sur le territoire, est le résultat d'un partenariat entre trois diffuseurs culturels soit les Centres culturels de Dudswell, Lingwick et Weedon. La compagnie Le Cochon SouRiant et le Centre local de développement (CLD) du Haut-Saint-François ont travaillé à la coordination des activités. À cela vient s'ajouter une subvention de 7 000 \$ rendant le tout possible, provenant en parts égales, du ministère de la Culture et des Communications du Québec (MCCQ) et du CLD. Lingwick

Le premier spectacle se déroulera le dimanche 30 iuin à 14 h 30 au Cochon SouRiant à Lingwick. La prestation intitulée «Des vidanges à l'expo, l'incroyable aventure des marionnettes de Germain Boisvert » mettra en vedette l'écureuil «Grignotte» et le gardien de l'expo «Mr. Edgar». Informés par les animateurs et journalistes de Marionet.T.V, ils seront émerveillés par les personnages allant de la ferme au cirque. Un périple haut en couleur. Ces personnages vous présenteront les marionnettes de Germain Boisvert et de Maleen Burke, leurs origines et les différentes techniques d'animation d'une marionnette. À cela les gens du Cochon SouRiant ajoutent à l'offre une fête foraine. Les enfants auront la chance de faire des jeux d'adresse, de patience tout en savourant, bien entendu, de la barbe à

Les jeunes qui assisteront au spectacle Clic/Clap le dimanche 7 juillet au Parc central à Weedon sont invités à apporter leurs bottes de caoutchouc. Le virtuose



Nous apercevons de gauche à droite Martine et Michel Fordin, en retrait à l'arrière avec l'écureuil du Cochon SouRiant, Jonatan Audet, du Centre culturel Oscar Dhu, Robert Scalabrini, du Centre culturel de Weedon, et Julie Pomerleau, agente développement culturel au CLD, invitant les jeunes à assister gratuitement à tous les spectacles.

de percussions corporelles, Dominic Desrochers, y présentera son spectacleanimation. L'artiste invite les jeunes à participer à un voyage dans le temps et le monde par la participation aux danses: gigue, turlutte, gumboot, tapdance et la danse percussive actuelle. Les jeunes auront la chance d'assister à deux représenta tions soit 13 h 30 et 14 h. En

cas de pluie, les spectacles

seront présentés à l'intérieur du Centre culturel à Weedon. En outre, l'organisation du Centre culturel de Weedon profitera de l'occasion pour lancer la programmation 2013-2014

Dudswell

La série des dimanches culturels prendra fin avec la présentation des « Dragonneries » le dimanche 11 août au Centre communautaire de Dudswell, à compter

nomade; un voyageur sans CLD, mentionne que l'objec-racine. Poussé par le vent, tif est d'initier les jeunes il se pose un instant dans un jardin aux confins de l'Orient. Il v fait la rencontre d'une vieille Sage taquine qui l'initiera au plus étonnant des voyages. Il s'agit d'un conte philosophique pour tout-petits en marionnettes et théâtre d'ombres

et les familles à la culture. «Les spectacles sont gratuits et il y a peu de langage. Alors, ça s'adresse autant aux jeunes francophones qu'anglophones ». Les pe-tites affiches des spectacles seront distribuées auprès des élèves des écoles primaires Julie Pomerleau, agente du territoire de la MRC.

Journal Le Haut-Saint-François 19 juin 2013

Une année satisfaisante pour le CLD

l'est en s'appuyant sur les réalisations inscrites ou en cours de l'être au Plan d'action local pour l'économie et l'emploi (PALEE) que la présidente du Centre local de développement (CLD) et préfet de la MRC du Haut-Saint-François, Nicole Robert, fait part de sa satisfaction pour la dernière amée d'activités de l'organisme de développement économique. Quant au volet création d'emploi, les résultats s'inscrivent dans la moyenne avec 33 projets d'entreprise pour 231 emplois créés et sauvegardés.

Mme Robert accompagnée de l'équipe du CLD présentait récemment le bilan des activités pour l'amnée financière 2012. Plus de 35 personnes dont plusieurs élus participaient à la rencontre, qui se déroulait au tout nouveau Pavillon des loisirs de Hampden, résultat d'un projet issu du Pacte rural. D'aileurs, la présidente du CLD n'a pas raté l'occasion de vanter les mérites de ce programme auquel participent les 14 municipalités du territoire mentionnant que les résultats sont considérés parmi les plus innovants et performants au Québec.

Mme Robert rappelle que le PALEE comprend trois axes principaux, dont l'attraction de la population dans le cadre de la rurbanisation, la création de la rurbanisation, la création d'emplois et l'appui à la formation de la main-d'oeuvre. Au chapitre de l'axe I, le comité de rurbanisation s'est avéré actif en mettant sur pied différentes campagnes comme « Découvrez le HSF » et le concours « Mon patrimoine, j'en prends soin ». Bien que récemment décrié au chapitre touristique, Mme Robert, appuyée par le directeur général du CLD et de la MRC, Dominic Provost, ont réitéré la

Journal Le Haut-Saint-François 5 iuin 2013

volonté de l'organisme à jouer un rôle au développement touristique. Ils en prennent comme preuve le développement que l'on considére comme un produit d'appel le Parc du marécage des Scots dans le canton de Hampden. M. Provost y a rappelé les investissements effectués au cours de la demière année et des travaux qui seront exécutés au cours des prochaines semaines pour accueillir les visiteurs et cyclistes. Evidemment, une phase II est prévue devant réunir éventuellement Scotstown, mais il s'agit d'un projet à long terme. Le volet culturel constitue un autre élément en développement susceptible pour les intervenants d'attirer des visiteurs et éventuellement de nouveaux résidents, prétend-on.

éventuellement de nouveaux résidents, prétend-on. Entreprise La réalisation de 33 projets et les investissements générés de 3,2 millions \$ s'inscriptu dans la moyenne des cinq dernières années. Toutefois, au niveau de la création et le maintien des emplois à 231, c'est la meilleure performance pour la période de référence. pour la période de référence. En pourcentage, on note que 50 % des projets réalisés sont des démarrages d'entreprises, 41 % des expansions et 9 % des acquisitions. Si on répartit le nombre de projets par secteur d'activité, on remarque que 55 % sont issus du secteur commerces et services, deux portions de 15 % dans le secteur industriel et bioalimentaire alors que 12 % sont attribués à la forêt et 3 % au tourisme. La majorité des 14 municipalités du territoire ont vu un ou des projets ayant transigé par le CLD se réaliser sur leur territoire à l'exception de Chartieryille, Hampden sur leur territoire à l'exception de Chartierville, Hampden et Saint-Isidore-de-Clifton. D'autre part, on mentionne que les différents fonds mis à la disposition des promoteurs constituent un effet de levier intéressant.



On remarque Dominic Provost, directeur général du CLD et de la MRC du Haut-Saint-François, et Nicole Robert, présidente de l'organisme et préfet de la MRC, présentant le bilan de la dernière année d'activités.

Outre la réalisation de projets, l'organisme ajoute avoir renforcé son soutien aux entreprises de la catégorie 0-5 ans notamment en coorganisant l'activité « Haut-Saint-François en affàires » en plus de participer étroitement à la mise sur pied du «Centre de transfert d'entreprises ». Cet organisme est voué à la promotion et l'accompagnement de la relève en entreprise. D'ailleurs, on estime que 20 % de nos entreprises auront besoin de nouveaux gestionnaires dans nouveaux gestionnaires dans les cinq prochaines années.

nouveaux gestionnaires dans les cinq prochaines années. On mentionne également dans le bilan d'activités du CLD que le secteur agroforestier n'a pas été laissé de côté. Des recherches sur les produits extractibles de l'écorce, de même que la journée d'information sur l'utilisation de la biomasse a suscité beaucoup d'intérêt.

Enfin, l'axe III du PALÉE en a été un de démarrage du projet de continuum de services coporté par le Centre d'action bénévole et le CLD. A terme, l'objectif est de faire en sorte qu'une personne en cheminement soit toujours accessible, référée et suivie, sans jamais tomber entre deux organismes pouvant contribuer organismes pouvant contribue à l'amélioration de sa situation

Avenir

L'année 2013 est déjà bien amorcée et plusieurs projets sont sur la table. L'Université

rurale, les Rendez-vous de la relève en agriculture, le développement des projets de l'aéroport, le parc éco-industriel de Valoris, l'ouverture de la piste cyclable du Parc du marécage des Scots, le projetpilote de codéveloppement pour les jeunes entrepreneurs sans compter le service aux entreprises et la rurbanisation viennent entre autres jeter les bases d'une année bien remplie. Interrogée sur l'appréciation de la demière année d'activités du CLD, Mme Robert se dit très satisfaite, «Ce qui était en démarrage progresse bien et on voit que certaines choses et on voit que certaines choses et on voit que certaines choses annoncées sont en démarrage. Il y a aussi un bon dosage des interventions, on ne néglige pas un secteur aux dépens d'un autre », de compléter la présidente du CLD.

Peut-on mettre à profit davantage la forêt publique?

Consultation des utilisateurs pour en évaluer le potentiel de développement

Le CLD de la MRC du Arcanit et le CLD de la MRC du Haut-Saint-François entreprennent conjointement une étude sur le potentiel de développement de la forte publique sur leurs territoires. Cette étude comporte deux volets. Dans un premier temps, elle brossera un portrait complet de l'utilisation qui est faite de ces superficies. Ensuite, en consultation avec les différents utilisateurs, on identifiera les pistes de développement les plus prometteuses en cernant les défis à relever et les conditions à mettre en place pour réaliser ce développement.

ce développement.

Il ne fait aucun doute que la forêt publique joue un rôle important dans l'économic de notre région. En Estrie, la presque totalité des terres du domaine de l'État se trouvent dans les MRC du Granit (85%) et du Haut-Saint-François (13%). Au total, celles-ci couvrent plus de 50 000 hectares (en excluant les parcs nationaux du Mont-

Mégantic et de Frontenac).

Evidemment, la coupe de bois y occupe une place prépondérante. Mais la forêt publique donne lieu à beaucoup d'autres activités. On n'a qu'à penser à la production acéricole, qui a pris de l'ampleur ces dernières années, ainsi qu'aux éoliennes qu'on a installées à Saint-Robert-Bellarmin. Songeons également à toute la gamme des activités dites «rrécréotouristiques». La liste est longue et va de la chasse à la randonnée pédestre en passant par l'hébergement et l'équitation. Le Parc du Marécage des Scots, les Sentiers frontaliers et la ZEC



Nous apercevons une abatteuse en pleine action.

de Saint-Romain, constituent autant d'exemples de développement récréotouristique.

En fait, les deux dernières décennies ont vu les usages de la forêt publique croître et se diversifier à la fois. On a privilégié le développement «multiressource», voulant faire de cette forêt un levier du développement économique de la région et de la qualité de vie de ses habitants.

Pourrait-on faire plus?
Pourrait-on faire mieux?
C'est la question qui, dans le
cadre de cette étude, sera posée aux utilisateurs des terres
publiques. Actuellement,
plus d'une centaine d'entreprises, d'organisations et
d'individus détiennent des
droits d'utilisation en terres
publiques. L'étude s'amorce
d'ailleurs par une tournée
de consultation auprès de
ceux-ci.

Les quatre municipalités du Haut-Saint-François où l'on retrouve des terres publiques ainsi que onze des douze municipalités du Granit concernées s'y sont associées. Les centres locaux de développement ont reçu le mandat de procurer aux élus et aux autres décideurs des éléments sur lesquels appuyer leurs décisions relatives à l'utilisation et au développement des terres publiques.

D'autre part, l'étude servira d'étape préparatoir dans l'éventualité de l'adoption par le gouvernement du Québec d'une politique de forêt de proximité. On se rappellera que cette politique a fait l'objet de discussions extensives au cours des deux dernières années.

Une rencontre d'information se tiendra le 4 juillet prochain, pour permettre aux différents intervenants en forêt publique du Haut-Saint-François d'échanger sur ce projet. Pour participer à cette rencontre ou obtenir plus de renseignement à propos de l'étude sur la forêt publique, prière de contacter M. Bernard Ricard, du CLD du Haut-Saint-François: 819 560-8500 ou bricard.cl@ hsfqc.ca

Journal Le Haut-Saint-François 19 juin 2013



Journal Le Haut-Saint-François 14 août 2013

URQ 2013 dans le Haut-Saint-François

Établir des ponts entre la théorie et la pratique

par Jean-Claude VÉZINA

Du 9 au 13 septembre
prochain, l'est de l'Estrie
sera l'hôtesse de la 9º édition de l'Université rurale du
Québec (URQ) 2013. Entre
autres, lors de la journée du
10, quelque 300 panellistes se
donnent rendez-vous. Ils sont
agents de développement,
représentants des gouvernements, chercheurs et porteurs
de projets qui se rencontreront à différents endroits
dans la MRC du Haut-SaintFrançois. Ils feront le point
sur des expérimentations
menées « pour en finir avec

les crises »

Les sujets d'études, vécus par 27 promoteurs du coin, certains élus et quelques citoyens, serviront d'exemples, souvent réussis. Ils fournissent et fourniront de données sur lesquelles une trentaine d'enseignants et d'étudiants universitaires s'appuieront pour contrer les méfaits des crises qui ébranlent l'économie régionale, et à la rigueur mondiale puisque tout se tient.

Jerry Espada, agent rural au Centre local de développement du HSF, insiste sur



Une soixantaine de personnes impliquées dans les sept différents ateliers du 10 septembre, qui se dérouleront sur le territoire du Haut-Saint-François dans le cadre de l'URQ 2013, ont partagé un repas, histoire de fraterniser avant la tenue de l'événement qui se déroulera du 9 au 13 septembre prochain. l'importance de l'URQ pour favoriser le partage d'informations théoriques qui seront mesurées à l'étalon de la pratique en milieu paysan. « Il s'agit de lancer des ponts entre la recherche théorique et la pratique pour voir ce qui fonctionne, ce qui échoit », résume-t-il.

Il s'agit ici d'ailleurs du mandat explicite de l'Université rurale qui le définit comme étant « la mise en forme du nécessaire dialogue entre les savoirs «savants» et les «savoirs d'expérience», entre la théorie et la pratique, entre la réflexion et l'action », peut-on lire sur le site de l'UQAR. On y ajoute qu'il s'agit de la « rencontre de chercheurs et d'acteurs du rural qui savent que leurs connaissances comme leurs expériences ne peuvent s'enrichir que dans le dialogue des uns avec les autres, que théorie et pratique ne prennent vraiment de sens que dans le croisement. »

croisement.»

Comme l'URQ se tient à guichet fermé, le Journal Le Haut-Saint-François rendra compte des activités qui auront un impact certain sur l'avenir de la MRC.

2013

Journal Le Haut-Saint-François 28 août 2013



Le prix Agent rural Monsieur Jerry Espada Agent de développement rural du CLD du Haut-Saint-François

Remis par l'Association des centres locaux de développement du Québec [ACLDQ] à un agent rural ou à une équipe d'agents ruraux reconnus par leurs pairs, les élus locaux et les partenaires locaux, ce prix illustre la volonté des partenaires de la ruralité de souligner l'importance du travail de l'agent rural dans l'accompagnement et l'animation du milieu.

M. Gaétan Lelièvre, ministre délégué aux Régions, M. Jerry Espada du CLD du Haut-Saint-François, lauréat du prix Agent rural, M. Michel Adrien, vice-président de l'Association des CLD du Québec, M. Ghislain Bolduc, député de Mégantic.

La Tribune 21 octobre 2013







LE HAUT-SAINT-FRANÇOIS • Cahier spécial • Automne 2013 • PAGE 15



Journal Le Haut-Saint-Françcois 24 décembre 2013